



ASSOCIATION POUR LA FONDATION RES PUBLICA

**APPROVISIONNEMENT ENERGETIQUE
DE L'EUROPE ET POLITIQUE DE GRAND
VOISINAGE**

Sommaire

Introduction de Jean-Pierre Chevènement	7
« <i>Les approvisionnements énergétiques de l'Union européenne</i> » par François Cœurmont, Fondation Res Publica	10
« <i>Géopolitique des tensions énergétiques</i> » par Alain Dejammet, Ambassadeur de France, ancien ambassadeur auprès de l'ONU	26
« <i>L'énergie dans les relations entre l'Europe et l'Iran</i> » par Sadegh Kharazi, ambassadeur d'Iran en France	33
« <i>Panorama des ressources énergétiques mondiales et perspectives</i> » par Nicolas Sarkis, directeur du Centre arabe d'études pétrolières	36
« <i>Le rôle de la production et de la vente d'énergie dans la politique De la Russie</i> » par Youri Roubinski, diplomate, directeur du Centre d'études françaises de l'Institut d'Europe de Moscou	43
et par Ivan Prostavkov, Chef de la Délégation Economique et Commerciale de Russie en France	47
« <i>L'Algérie, le Maghreb et l'approvisionnement énergétique de l'Europe</i> » par Mohamed Mazari Boufares, directeur « stratégie et prospective » à la Sonatrach (Algérie)	50
« <i>Le marché gazier européen</i> » par Jean Abiteboul, directeur international de Gaz de France	55
« <i>Libéralisation du marché du gaz et du partenariat à long terme</i> » Par Francis Guttman, ambassadeur de France, ancien Président de Gaz de France	59
Conclusions par Jean-Pierre Chevènement	64

Les problèmes de l'approvisionnement énergétique sont éminemment politiques. Le prix du baril peut ainsi varier de un à dix en fonction de considérations qui ne doivent pas tout au marché. On l'a vu avec les chocs et les contrechocs pétroliers qui se sont succédés depuis trois décennies. La facture énergétique pèse lourdement sur les comptes extérieurs des pays importateurs, et particulièrement du nôtre, malgré la place du nucléaire. Le pétrole représente à lui seul plus de la moitié du commerce extérieur de toutes les matières premières minérales et végétales. Le prix du baril est, avec le cours du dollar, l'un des paramètres essentiels d'ajustement de l'économie mondialisée. Il serait naïf de croire que l'évolution de ces paramètres ne reflète que l'état des marchés. Il serait tout aussi excessif de n'y voir que le produit de manipulations dirigées par une main politique invisible. L'évolution de ces paramètres qui ne va pas sans effets pervers est le reflet des contradictions profondes du système de la globalisation. Ainsi, la hausse des prix du pétrole à laquelle sont associés les prix du gaz peut-elle favoriser le bouclage du financement de l'économie américaine mais elle a aussi pour effet d'aggraver le déficit commercial extérieur des Etats-Unis.

*

Les Etats-Unis et l'Union européenne importent une part croissante de l'énergie qu'ils consomment. Pour ce qui concerne l'Europe, elle devra importer 75 % de sa consommation à l'horizon 2020, dans un contexte de prix élevés et sans doute croissants.

A cet horizon, les énergies nouvelles – fusion thermonucléaire, économie de l'hydrogène - ne seront pas encore au rendez-vous et la France est le seul pays européen, avec la Finlande, qui ait pris des dispositions pour commencer à renouveler, vers 2015-2020, son parc électronucléaire. A cet horizon, le « livre vert » de la Commission européenne n'assigne au nucléaire qu'une part déclinante : 6 % de la satisfaction totale des besoins. On peut cependant estimer qu'une prise de conscience se fera jour à la fin de la prochaine décennie au moment où il faudra renouveler les centrales arrivées à obsolescence.

Reste que l'Europe devra encore couvrir les deux tiers de ses besoins à partir du pétrole et surtout du gaz dont les réserves existent pour une période d'au moins soixante-dix ans. C'est sur cette problématique à moyen terme que se concentrent les

travaux du colloque de « Res Publica », le deuxième depuis le lancement de notre structure.

La problématique de notre approvisionnement en pétrole restera dominée par la prépondérance du Moyen-Orient où sont concentrés les deux tiers des réserves, une certaine diversification étant possible à partir de la Russie (10 % des réserves) et surtout du Golfe de Guinée.

La problématique de notre approvisionnement en gaz est assez sensiblement différente, les ressources étant essentiellement concentrées en Russie (près de 30 %), au Moyen-Orient et en Afrique.

La stabilité de ces régions proches nous importe au premier chef. Les problèmes évoqués dans notre colloque revêtent plusieurs dimensions : une dimension technologique et industrielle, une dimension financière car le financement des gazoducs et des chaînes de liquéfaction du gaz transporté par méthaniers représentent des investissements considérables et enfin une dimension géopolitique.

La France et l'Europe ont le plus grand intérêt à stabiliser leurs approches géographiques, la Russie et le Maghreb au premier chef : la Russie parce qu'elle est non seulement la clé de notre approvisionnement futur mais le partenaire obligé de la stabilité et de la paix sur notre continent, et le Maghreb parce que l'intrication de nos sociétés est un fait déjà largement acquis et qui ne saurait que s'approfondir dans l'intérêt mutuel : celui d'un progrès partagé entre les deux rives d'une Méditerranée, « lac de paix ».

L'intérêt européen enfin est que le Moyen-Orient retrouve à la fois la stabilité politique et les moyens d'un développement propre. Que les peuples de cette région puissent maîtriser la richesse pétrolière et gazière qui leur appartient, et nouer, sur des bases équitables, des relations commerciales avec les grandes zones de consommation du monde : Europe, Etats-Unis, mais aussi de plus en plus Asie Orientale, correspond à l'intérêt bien compris de la France et de l'Union européenne dans un monde multipolaire et rééquilibré. Cependant le Moyen-Orient est encore loin d'avoir acquis cette stabilité et cette maîtrise de ses propres richesses, la résolution du problème israélo-palestinien par la création d'un Etat palestinien viable, le retrait des forces américaines d'Irak et la normalisation des rapports avec l'Iran étant, à cet égard, essentiels.

Le gaz russe a l'avantage de pouvoir être acheminé en Europe par gazoducs. Il pourrait en aller de même pour l'Asie Orientale. Enfin, le transport par méthaniers

vers les Etats-Unis pourrait faire de la Russie la plaque tournante de l'économie gazière des vingt prochaines années.

La montée en puissance du gaz dans l'économie énergétique des deux prochaines décennies exigera des financements importants : de l'ordre de 75 Milliards d'euros par an. Ceci nous amène à nous tourner vers les acteurs de l'économie gazière : en Allemagne E.on qui a absorbé Ruhrgas, a pris une participation de 6,5 % dans le capital de Gazprom et rachète les réseaux de transport et de distribution en Europe Centrale. En France, Gaz de France, Total et semble-t-il EDF, si on en croit des informations de presse, sont les acteurs essentiels.

Ces acteurs doivent pouvoir mobiliser des capacités de financement considérables. La libéralisation des marchés de l'énergie et du gaz ne peut en effet se substituer à la nécessité de politiques de long terme : c'est une des contradictions de l'Europe en train de se faire : il n'y a pas de véritable politique énergétique européenne à long terme et la concertation politique franco-allemande sur ce sujet stratégique est quasiment inexistante. Le dialogue énergétique Russie-Union européenne est à peine engagé.

*

Le colloque organisé par la Fondation Res Publica correspond à la nécessité de faire prendre conscience à l'opinion publique et aux décideurs politiques de notre pays des enjeux de long terme de la politique d'approvisionnement énergétique. Cette politique est grosse d'implications de politique extérieure. Là encore la prise de conscience de l'opinion publique a trop longtemps tardé. L'intérêt national comme l'intérêt européen commandent d'y remédier sans tarder.

L'organisation du colloque est ainsi prévue :

Rapport général de François Cœurmont (Fondation Res Publica) : Les approvisionnements énergétiques de l'Union européenne à long terme ;

Géopolitique des tensions énergétiques par Alain Dejammet, ambassadeur de France ;

L'énergie dans les relations entre l'Europe et l'Iran par Sadegh Kharazi, ambassadeur d'Iran ;

Panorama des ressources énergétique mondiale, et perspectives par Nicolas Sarkis, directeur du Centre arabe d'études pétrolières ;

Le rôle de la production et de la vente d'énergie dans la politique de la Russie par Youri Roubinski, diplomate, directeur du Centre d'études françaises de l'Institut d'Europe de Moscou et Ivan Prostakov, Chef de la Délégation Economique et Commerciale de Russie en France ;

L'Algérie, le Maghreb et l'approvisionnement énergétique de l'Europe par Mohamed Mazari-Boufares, directeur « stratégie et prospective » à la Sonatrach (Algérie) ;

L'intervention de Jean Abiteboul, directeur international de Gaz de France clôturera les exposés.

Dans le débat qui s'ensuivra, M. Francis Gutmann, ambassadeur de France, ancien président de Gaz de France, parlera de la libéralisation du marché du gaz et du partenariat à long terme nécessaire en ce domaine.

Je conclurai brièvement nos travaux..

FRANÇOIS CŒURMONT

Monsieur le Ministre, Monsieur l'Ambassadeur de France, Mesdames et Messieurs, je vais vous brosse, en m'efforçant d'être bref, un panorama actuel de la question énergétique. Je m'appuierai pour cela sur des données et des sources que les spécialistes reconnaîtront et auxquelles les non-spécialistes pourront aisément se reporter : les Nations Unies, le Conseil mondial de l'énergie, l'Agence internationale de l'énergie, et l'Agence américaine d'information sur l'énergie pour quelques informations concernant les Etats-Unis ; et, bien entendu, ce qui nous intéresse au premier chef, le Livre vert de l'Union européenne sur la sécurité de l'approvisionnement en énergie de l'Europe.

Je vais donc vous présenter quelques données concernant les paramètres de la demande énergétique, dire un mot des réserves et, sachant qu'il est structurellement impossible à l'Europe d'être indépendante en matière d'énergie quels que soient les efforts faits - par exemple par la France en matière de

nucléaire, plus généralement par l'Europe en matière de recherche et développement -, poser quelques questions sur l'approvisionnement énergétique de l'Europe dans les vingt prochaines années (les données sont maintenant bien connues des spécialistes) et à plus long terme, car cette problématique va certainement perdurer au-delà de 2020.

Pour anticiper sur la demande d'énergie, on se réfère en général à quatre facteurs :

- L'évolution démographique
- La croissance économique
- Le contenu énergétique de la croissance
- Le prix des énergies

En ce qui concerne l'évolution démographique, à l'horizon 2020, ce que disent les Nations Unies est assez clair : environ huit milliards d'habitants sur Terre.

Pour 2050, la fourchette est beaucoup plus large : entre neuf et treize milliards selon différentes hypothèses qui ont pu être faites, avec la répartition suivante : une population à peu près stable ou en légère croissance dans les pays de l'OCDE et une très forte croissance (plus qu'un doublement par rapport à 1990) dans les pays en développement.

Nous prévoyons - ce qui n'est pas rien pour la gestion de réseaux ou la concentration de l'approvisionnement en énergie comme en puissance - que plus de dix villes auront plus de vingt millions d'habitants à l'horizon 2020.

Error! Objects cannot be created from editing field codes.(Source : ONU)

En ce qui concerne la croissance économique, les experts du secteur de l'énergie envisagent une croissance annuelle moyenne de 2% d'ici 2020 pour les pays de l'OCDE, une reprise dans les économies en transition et une croissance annuelle supérieure à 4% dans les pays en développement. Une augmentation de la demande d'énergie peut en être déduite. Et il convient de noter le développement accéléré des transports, ce qui pose la question de l'approvisionnement en pétrole.

L'efficacité énergétique reste une incertitude majeure:

Nous avons vu diminuer quelque peu, après le premier choc pétrolier, l'intensité énergétique, c'est-à-dire la consommation d'énergie par unité de PIB, dans les pays touchés par ce choc, notamment les pays de l'OCDE.

Qu'en sera-t-il demain dans les pays en développement dont certains connaissent aujourd'hui une croissance extrêmement rapide accompagnée d'une forte demande d'énergie ?

Je dois par ailleurs signaler la demande d'électricité dans les pays en développement, qui va atteindre dans une quinzaine d'années le niveau des pays développés. Certes, des disparités demeureront, mais la production d'énergie électrique consommera environ 40% des énergies primaires avec une utilisation très importante du gaz et le recours aux ressources domestiques pour les grands pays qui en disposent, je pense notamment à la Chine et à la Russie.

Au total, on constate une augmentation significative des besoins énergétiques dans les pays d'Amérique du Nord et une augmentation plus faible en Europe occidentale, et une très forte augmentation de la demande en Asie : Asie continentale, Asie du Sud, Asie du Sud-est, en raison de la très forte croissance en Chine, en Inde, et dans l'ensemble de la région. Il en résulte globalement une forte augmentation de la demande d'énergie dans le monde. Et, sur un bilan mondial d'environ treize mille millions de tep (tonnes équivalent pétrole) en 2020, la très forte utilisation du charbon, du pétrole et du gaz dans la zone Pacifique représentera le tiers de la demande d'énergie dans le monde (3500 millions de tep).

Error! Objects cannot be created from editing field codes.(Source : Conseil mondial de l'Energie)

Error! Objects cannot be created from editing field codes.(Source : Conseil mondial de l'Energie)

Prenons deux exemples significatifs :

Voici le bilan énergétique 2001 des Etats-Unis :

- part du gaz : 22%
- part du pétrole, 40%
- part du charbon, 23%

Une augmentation forte et constante de la demande liée au mode de vie et au développement économique se traduit par un écart croissant entre la production domestique et la consommation.

En Chine : en 2001, la consommation est de 1150 millions de tep, avec une part très importante du charbon, un appel au pétrole non négligeable et une part encore relativement faible du gaz. Par contre, d'ici 2020 et, plus encore, 2030, on voit que la demande d'énergie en Chine va atteindre les 6000 millions de tep avec une très forte croissance de la demande en gaz, en pétrole, et, bien entendu, l'exploitation des ressources nationales, principalement le charbon.

Globalement, on peut parler d'une forte hausse de la demande dans des pays dont les ressources diminuent ou ne sont pas adaptées aux besoins et aux usages, et d'une exploitation massive des ressources domestiques. Voilà qui conduit à poser la question de l'accès aux ressources et, en conséquence, de la compétition qui pourrait en résulter entre pays consommateurs vis-à-vis des pays producteurs.

Prenons là aussi deux exemples significatifs, deux secteurs particulièrement importants :

On prévoit une croissance très forte du secteur des transports, internationaux comme nationaux, qui se traduit par une forte demande de pétrole ; les Etats-Unis et la Chine, vont tirer cette demande dans les deux prochaines décennies.

Pour la production d'électricité, la part du pétrole a plutôt tendance à diminuer, au profit du gaz du fait du haut rendement des centrales à cycle combiné, du développement de la cogénération et de la moindre pollution engendrée par la combustion du gaz ; les deux tiers de la demande supplémentaire de gaz devraient ainsi être absorbés par l'Amérique du Nord, la Chine et la Russie.

Si on fait un point rapide du bilan énergétique mondial et de son évolution de 1990 à 2020, on voit que le pétrole va rester dominant : on va continuer à se déplacer en voiture et à transporter des marchandises en camion ; les échanges vont croître et la demande de déplacement augmenter avec le niveau de vie. Or la production augmente relativement peu, d'où ces questions : avons-nous ou non passé le « peak oil » ? A quel coût seront exploitées les nouvelles ressources, les nouvelles réserves qui seront découvertes ou celles déjà identifiées et qui seront mises en exploitation ? Y aura-t-il ou non des tensions sur le marché pétrolier ?

Il en est de même pour le gaz naturel, avec une demande qui augmente très fortement.

La localisation des ressources (Moyen-Orient, Russie, Asie du sud, ...) par rapport aux pays consommateurs entraîne d'importants besoins d'investissements en infrastructures ; je ne reviens pas sur ce qu'évoquait Jean-Pierre Chevènement dans son introduction : gazoducs, chaînes de liquéfaction et de regazéification représentent des investissements considérables.

La part du charbon diminue mais faiblement, résultat de tendances contradictoires : l'exploitation de réserves considérables qui confère à ceux qui en disposent un potentiel de croissance économique et de moindre dépendance aux importations d'énergies primaires, la volonté de préserver ces ressources pour l'avenir, la protection de l'environnement.

Le nucléaire, vu d'aujourd'hui, diminue légèrement dans le bilan énergétique mondial.

Quant à l'hydroélectricité, là aussi se pose le problème du financement des investissements et, si son usage s'accroît fortement, on est loin de voir l'ensemble des sites qui pourraient être aménagés l'être.

Pour faire un point à ce moment de mon exposé, quelques questions fondamentales émergent :

- Comment envisager la sécurité de l’approvisionnement énergétique dans ces conditions ? Production domestique ou importation ?
- Quel accès aux ressources primaires ? Où sont ces ressources primaires et en quelle quantité ?
- Quels sont les efforts de recherche et développement à consentir à un horizon qui va sans doute au-delà de l’année 2020, horizon que nous nous sommes fixés dans un premier temps ce soir ?
- Quelles capacités d’investissement ? Qui finance ? Avec quels moyens ? Avec quelles collaborations – ou quelles compétitions – entre les différents acteurs ?

Je ne m’étendrai pas longtemps sur les réserves énergétiques. Le débat sans fin et si riche d’incertitudes qui concerne le pétrole ne doit pas masquer que l’on s’interroge à juste titre pour savoir si le « pic » a été dépassé ou non, et sur le coût de mise en exploitation des réserves aujourd’hui identifiées ou celles qui seront découvertes dans les prochaines années. Ces réserves sont réputées être bien connues et les difficultés de mise en exploitation sont censées être croissantes en raison de la profondeur de ces gisements, de leur emplacement ou de la qualité des pétroles.

Je passe rapidement sur le charbon : les réserves de charbon se trouvent principalement aux Etats-Unis, en Russie et en Chine. J’attire votre attention sur l’histogramme ci-dessous qui montre que, même en Chine, la consommation est supérieure à la production ; elle est légèrement inférieure à la production aux Etats-Unis ; le Japon, sans ressources charbonnières, est structurellement importateur. Si l’on excepte l’Australie, il est assez difficile d’envisager des exportations massives de charbon dans l’état actuel des réserves.

Error! Objects cannot be created from editing field codes.(Source : Agence Internationale de l’Energie)

Tous les intervenants reviendront, dans leurs exposés, sur les hydrocarbures.

Pour le pétrole comme pour le gaz, le Proche Orient est l’un des principaux détenteurs de réserves, suivi de l’Europe avec la Russie, puis de l’Amérique du Sud où les réserves de gaz sont loin d’être négligeables.

En ce qui concerne les réserves prouvées, la Russie, l’Iran, l’Irak et les Emirats Arabes Unis ainsi que l’Arabie Saoudite sont les principaux détenteurs de réserves et les principaux producteurs. En ce qui concerne la production et la

consommation, là encore, on voit que beaucoup de pays sont dans une situation de dépendance structurelle.

On estime que les réserves, mis à part le Proche-Orient, sont d'environ une cinquantaine d'années. La moyenne pondérée de toutes ces réserves nous laisse envisager, avec la croissance de la demande, soixante à soixante-dix ans de consommation, dans l'état actuel des connaissances rassemblées par l'Agence internationale de l'énergie ou le Conseil mondial de l'énergie.

Error! Objects cannot be created from editing field codes.(Source : Agence Internationale de l'Energie)

Un mot sur l'uranium : les réserves exploitables au coût actuel sont relativement importantes. Encore faut-il que le nucléaire soit une part importante de la réponse à la croissance des besoins. Or tel n'est pas le cas.

En ce qui concerne l'hydraulique, juste un mot pour comparer ce qui est aménageable au coût actuel avec ce qui est aujourd'hui effectivement aménagé et mis en exploitation. On est loin du compte. Mais les problèmes de financement sont extrêmement importants.

Je terminerai ce panorama d'ensemble en signalant le défi de l'environnement, très important tant en ce qui concerne l'environnement local que mondial.

La carte ci-dessous donne les teneurs en oxyde de soufre dues à l'utilisation du charbon avec les techniques actuelles en Chine ; je rappelle qu'en résultent des risques de pluies acides et de détérioration des terres comme de l'atmosphère.

Cette semaine, se termine la dixième Conférence des parties sur le changement climatique - problématique posée en 1992 concernant le risque de changement climatique et qui a conduit à la signature du protocole de Kyoto en 1997 -. D'après les dernières informations dont on dispose, il n'est pas certain que l'on arrive à un accord sur la façon de traiter la période « post Kyoto », au-delà de 2008-2012. Les émissions de gaz carbonique - principal gaz à effet de serre - par habitant vont très peu augmenter dans les pays de l'OCDE, sans doute légèrement diminuer ou se stabiliser dans les économies en transition,

mais augmenter très fortement dans les pays en développement où se trouvent les 5/6èmes de la population. Comment gérer cela au plan politique ?

Error! Objects cannot be created from editing field codes.(Source : Conseil Mondial de l'Energie)

En ce qui concerne l'Europe, et je m'appuierai là sur les données du Livre vert sur la sécurité de l'approvisionnement en énergie ; trois constatations :

- Une dépendance structurelle qui va passer de 50% aujourd'hui à 65%, 70%, voire 75% à un horizon extrêmement proche
- Le risque géopolitique qui se renforce
- Vraisemblablement, un risque de mise en concurrence des acheteurs par les vendeurs.

Error! Objects cannot be created from editing field codes.(Source : Agence Internationale de l'Energie)

Comment pallier ces difficultés et relever ces défis ?

L'Union européenne a tracé ces perspectives avec la grande ambition d'une UE à 30, regroupant la totalité des Etats du continent.

Error! Objects cannot be created from editing field codes.(Source : Livre vert sur la Sécurité d'approvisionnement en énergie de l'Europe)

La faible diminution ou, au mieux, la stabilisation de la production domestique, ne permet pas de répondre à l'augmentation de la demande. Ainsi, la croissance relativement lente mais constante de la consommation conduit à une augmentation très nette des importations. A côté d'une production domestique à base de nucléaire, d'hydraulique et de charbon, les importations de pétrole et, surtout, de gaz vont augmenter.

Error! Objects cannot be created from editing field codes.(Source : Le livre vert sur la sécurité d'approvisionnement en énergie de l'Europe)

A l'horizon 2020 la dépendance en gaz naturel augmente très fortement, passant à près de 70%. Les courbes des importations et de consommation de gaz naturel sont quasi parallèles. Les origines géographiques sont, dans l'ordre : la Russie, l'Algérie et la Norvège et, pour très peu, d'autres pays.

Error! Objects cannot be created from editing field codes.(Source : Le livre vert sur la sécurité d'approvisionnement en énergie de l'Europe)

La dépendance s'accroît aussi très fortement en ce qui concerne les combustibles solides (le charbon).

Après une légère diminution au début des années 2000, une tendance se dessine vers la croissance à nouveau très forte des importations de pétrole. Ce pétrole provient essentiellement aujourd'hui des pays de l'OPEP (notamment l'Iran, le Nigeria, l'Algérie et les Pays du Proche Orient), de Norvège – mais on se demande si les réserves norvégiennes n'ont pas atteint leur pic, et s'il n'est pas préférable de les conserver dans un souci de réserves à plus long terme – et des pays de l'ex-URSS.

Ainsi, la France, pour les années récentes, a dépensé environ 25 milliards d'euros par an pour importer les énergies primaires dont elle a besoin. Sur ces 25 milliards, les 4/5èmes concernent le pétrole. Il est vraisemblable que ces importations de pétrole sont incompressibles dans la mesure où elles sont principalement utilisées pour la pétrochimie et les transports. Sur la base des 275 millions de tep consommés en France en 2004, la part du pétrole et celle du gaz vont, dans les prochaines années, rester stables ou augmenter, notamment du fait des besoins du secteur des transports.

Et, pour être complet, je mentionne sans développer la baisse de la part du nucléaire en Europe.

C'est dire que la problématique des relations avec l'autre rive de la Méditerranée et avec la Russie est extrêmement importante pour l'UE comme pour la France. C'est l'un des axes sur lesquels il faut aujourd'hui accentuer travaux et coopérations.

Revenons aux hydrocarbures.

L'exploitation des gisements comme le transport des hydrocarbures nécessitent des investissements très importants C'est particulièrement le cas pour le gaz naturel (chaînes de liquéfaction et de gazéification, gazoducs).

Error! Objects cannot be created from editing field codes.(Source : Agence Internationale de l'Energie)

Un gazoduc est un investissement considérable : il faut doubler certains de ces tuyaux, en construire de nouveaux pour mettre en relation les réserves russes et celles de la rive sud de la Méditerranée avec l'UE.

A partir de là se posent un certain nombre de questions, de défis à relever :

- Peut-on préciser un niveau d'indépendance cible ? Sinon que faire ?
- Comment arbitrer entre production domestique et importation ? S'agit-il d'un simple problème économique ? S'agit-il d'un problème de géopolitique ?

Sans doute la question géopolitique va-t-elle nécessiter des solutions novatrices, avec un objectif gagnant/gagnant entre les pays producteurs et les pays importateurs.

- Quels sont les risques de tension sur lesquels il va falloir porter l'attention et comment gérer ces risques de tensions ? Comment les limiter ?
- Comment répondre aux contraintes financières et financer les investissements ?

Financer les investissements nécessite une visibilité à moyen et long terme. Ce sont des équipements d'infrastructures lourdes, coûteux : oléoducs, gazoducs, chaînes de liquéfaction et de regazéification, méthaniers. Pour ce qui concerne l'approvisionnement en gaz, de nombreux acteurs co-existent et il est évident que ces acteurs ont des logiques tout à fait différentes, qu'il faut faire converger :

- la logique de la sécurité d'approvisionnement, c'est le rôle des pouvoirs publics de poser cette question et d'y apporter des réponses
- la logique du marché des énergies, aussi bien du côté de l'offre que du côté des acheteurs
- la vision des acteurs eux-mêmes, c'est-à-dire les opérateurs qui doivent assurer leur propre santé financière, donc avoir une assurance et une garantie sur la bonne rentabilisation de leurs investissements.

D'où toute une série de défis à relever de façon pratique :

- Comment jouer gagnant/gagnant avec ces différents paramètres ?
- Quel horizon faut-il se donner ?
- Quels moyens mobiliser pour résoudre ces contradictions et comment gérer les tensions géopolitiques auxquelles je faisais allusion tout à l'heure ?

Enfin, à plus long terme, quel effort de recherche et développement ? On parle du réacteur nucléaire de quatrième génération mais on ne le voit pas en service avant 2050 voire au-delà. On parle de l'utilisation des énergies nouvelles, renouvelables, sans doute des ressources beaucoup plus limitées qu'on l'avait un moment espéré (regardons la vitesse de pénétration de ces énergies nouvelles dans les différents pays de l'UE). La chaîne de l'hydrogène pose d'autres problèmes : il y a autant de défis techniques à relever qu'il y a d'espoirs mis dans cette chaîne. La pile à combustible offre également un certain nombre de perspectives. Qu'en est-il en réalité ? Quelle en sera la pénétration et à quel coût ?

Pour conclure, on voit que l'on retrouve cette nécessité de faire en sorte que les différents acteurs soient tous gagnants dans un partenariat bien construit. Que ce soit pour la recherche à moyen et long terme, ou pour la réponse aux besoins du prochain quart de siècle, partenariat et visibilité sont indispensables : ce partenariat concerne aussi bien les acteurs industriels, les acteurs énergéticiens et les pouvoirs publics, que les pays producteurs et les pays consommateurs d'énergies primaires. Tension ou coopération, la question est posée. Je vous remercie.

JEAN-PIERRE CHEVENEMENT

Merci pour cet exposé très synthétique. Je vais donner la parole à Monsieur l'ambassadeur Alain Dejammet qui va nous parler des tensions géopolitiques possibles.

Son Excellence Monsieur Sadegh Kharazi, ambassadeur d'Iran s'exprimera ensuite

ALAIN DEJAMMET

Merci Monsieur le ministre.

Les analyses très claires qui ont précédé, les réflexions et les questions de François Cœurmont amènent le profane que je suis à poser à son tour des questions très simplistes, auxquelles, probablement, il n'y aura pas de réponses.

Ces questions portent sur trois problèmes de caractère économique, écologique et géopolitique qui ont tous, en fait, une tonalité politique.

Le premier problème, de nature économique, est celui de l'équilibre entre l'offre énergétique – d'apparence déclinante – et la consommation qui, elle, semble croissante.

A l'horizon raisonnable, 2020-2050, soit l'espace d'une génération, la demande mondiale d'énergie devrait passer d'un chiffre actuel – en 2008 – proche de 10 milliards de Tep à plus de 15 milliards en 2020 et sans doute 20 milliards de Tep en 2050.

L'offre d'énergie suivra, quelles que soient les tensions, mais cette offre demeurera fondée sur les deux sources d'énergie dominantes, le pétrole et le gaz, qui à l'horizon 2030, compteront encore pour plus de la moitié dans l'approvisionnement énergétique mondial.

Or on nous parle d'un épuisement possible des réserves de pétrole dans un délai de quarante ou cinquante ans, de gaz dans un délai de soixante-dix ans (les chiffres sont beaucoup plus rassurants, quelques centaines d'années, pour le charbon et l'uranium). En bonne logique, l'équilibre offre-demande d'énergie devrait s'effondrer au milieu de ce siècle. Sauf révolution technologique spectaculaire (développement de nouvelles formes d'énergie renouvelable, expansion de la filière hydrogène), notre génération léguera à ses descendants le retour à l'âge de pierre... Les choses ne se passeront probablement pas comme ceci ; on retrouvera certainement du pétrole et du gaz, on développera d'autres énergies.

Mais, à titre de précaution, deux questions se posent :

Est-il possible d'accroître l'offre ?

Ceci suppose soit des progrès scientifiques considérables (nouvelles énergies) soit, comme on l'a dit, des décisions politiques courageuses en faveur du nucléaire, aujourd'hui décrié.

Peut-on, dans l'autre sens, réduire, sinon la demande, au moins la croissance de la demande par des décisions réglementaires de caractère surtout politique ?

A cette question globale, la réponse ne l'est pas.

Elle n'est pas globale parce qu'il n'y a pas d'autorité énergétique mondiale capable de dicter des décisions, ni l'ONU, ni le G8, ni le G20, ni l'OMC – dont, d'ailleurs, la Russie ne fait pas partie –, ni l'Agence internationale de l'énergie (malgré le titre il s'agit d'un groupement de quelques consommateurs et producteurs de pétrole, essentiellement un organisme d'étude qui aide à gérer les réserves stratégiques mais n'a pas vocation à prendre des décisions).

La réponse n'est pas non plus globale parce que les pays en développement s'estiment fondés à rattraper leur retard. Le Sud sera, dans cinquante ans, le principal consommateur.

Elle ne l'est pas, enfin, parce que les pays industrialisés sont divisés :

S'il doit y avoir freinage de la consommation, celui-ci doit venir d'abord des pays du Nord, rassemblés pour la plupart dans le cadre de l'A.I.E. (Agence Internationale pour l'Energie) Or, face à l'exigence de discipline de la consommation, la réponse de l'A.I.E. n'est pas elle-même homogène. Il y a cassure entre l'attitude des Etats-Unis et celle de l'UE

Les Etats-Unis travaillent activement à développer des énergies nouvelles mais ils ne travaillent pas du tout sur la réduction de la demande. *The United*

States Energy Association a publié un programme fixant objectifs et principes, qui ne contient rien sur les économies d'énergie.

En revanche, la Commission européenne, dans son Livre Vert (qui date de 2001), a proposé de s'efforcer de contrôler la croissance de la demande. Le Livre Vert indique les secteurs – bâtiment mais surtout transports – où des économies d'énergie sont possibles : développement des transports par eau, par rail, élimination des véhicules gaspilleurs. La Commission évoque les moyens de tels choix : réglementaires, financiers, fiscaux.

Vœux pieux très difficiles à mettre en œuvre parce qu'il y a une contradiction fondamentale en Europe entre une volonté éventuelle de contrôler la demande - qui impliquerait des contraintes économiques - et une philosophie tout entière axée sur la liberté du marché : libre initiative, libre jeu de la concurrence. L'UE, comme ceci a été dit, n'a pas, en réalité, de politique énergétique.

Divorce, donc, au niveau même des objectifs, entre Etats-Unis et UE

Divorce, au sein de l'UE, entre les fins et les moyens.

Il n'y a donc pas de réponse rassurante au premier problème soulevé, pas de politique garantissant l'ajustement à long terme de la demande à l'offre.

Le deuxième problème est celui du respect de l'environnement.

L'enjeu est celui d'un approvisionnement énergétique qui ne ruine pas notre environnement : il s'agit des problèmes d'émission de gaz carbonique et de traitement des déchets nucléaires.

La question est double :

Chacun sur terre partage-t-il la même préoccupation ?

Existe-t-il une réponse universelle ?

La préoccupation est, cette fois, très largement partagée : Sommets de la terre, discours des chefs d'Etats, unanimes : « La maison brûle... », etc.

Mais il n'y a pas de réponse universelle.

Pour le gaz carbonique, on croyait que la réponse résidait dans le Protocole de Kyoto. Cette réponse, on le sait, ne vaut pas parce qu'en matière d'environnement, d'effet de serre, il n'y a pas de frontières. Or les Etats-Unis ont décidé de ne pas appliquer ce Protocole de Kyoto. L'explication, qui figure dans le rapport de l'Association américaine pour l'énergie, est tout bonnement que son application « handicaperait l'économie américaine ».

On objectera cependant que la vraie réponse aux problèmes écologiques n'est pas dans les mesures partielles, réglementaires, financières. Elle est dans le développement des énergies propres : soleil, vent, eau, hydrogène.

Chacun sait bien que ces énergies seront très longues à s'imposer. A beaucoup, déjà, l'objectif de 20% d'énergie renouvelable pour l'UE en 2010 paraît déjà irréalisable.

L'énergie nucléaire ne provoque pas d'effet de serre mais elle pose à son tour un double problème :

Un problème technique : le traitement des déchets.

Un problème politique : celui de son acceptation par les gouvernements et par des opinions rétives.

Le problème technique est soluble, mais il dépend de recherches coûteuses. Or aux Etats-Unis comme en France, les efforts d'investissement, de recherche et de développement dans le domaine du traitement des déchets nucléaires sont insuffisants. Nous assistons donc à une sorte de démission générale : Les experts européens sont favorables au nucléaire - ils le disent et l'écrivent - mais ils se résignent au déclin du nucléaire alors que cette énergie ne procure pas d'effet de serre et que le problème du traitement des déchets est probablement soluble à condition que l'on y consacre des efforts de recherche suffisants. On se résigne à l'idée que le nucléaire ne procurerait que 6% du potentiel énergétique européen en 2030.

Là encore, au problème écologique, la réponse n'est pas aujourd'hui satisfaisante sauf à renverser des barrières dues à l'égoïsme national des uns, aux craintes quasi théologiques du nucléaire pour les autres.

Le troisième problème est géopolitique.

Il résulte de l'écart physique, géographique, entre les pays producteurs et les pays consommateurs. Ceci amène à poser deux questions, l'une concernant l'organisation du marché et l'autre la sécurité du transport d'énergie.

La première question est donc celle du marché de l'énergie :

Ce marché sera-t-il organisé, réglé par des accords globaux, par produits, entre groupes de pays producteurs et groupes de consommateurs ?

Ou sera-t-il ouvert au jeu individuel des Etats, à une compétition d'autant plus vive et finalement agressive qu'elle touche aux intérêts vitaux ?

Une première réponse est négative. Il n'y a pas d'organisation globale du marché. Pour un seul produit, le pétrole, certains producteurs se sont rassemblés en cartel : l'OPEP. Mais il n'y a pas d'équivalent chez les consommateurs. La France, en 1974, lors de la constitution de l'A.I.E. avait écarté l'idée d'un bloc de consommateurs affrontant un bloc de producteurs. Plusieurs producteurs ne sont pas non plus membres de l'OMC, et l'OMC n'a donc pas prise sur le commerce du pétrole. Les producteurs de pétrole récusent l'idée de contrats à

long terme. Pour les autres produits : gaz, charbon, uranium, les producteurs ne sont même pas regroupés. Il n'y a pas l'équivalent de l'OPEP

Du côté des consommateurs, l'A.I.E. fait des études, veille à la constitution et à la gestion des stocks stratégiques mais elle n'intervient pas sur le marché. L'UE, qui représente aujourd'hui 14% à 15% de la consommation mondiale d'énergie pour à peine 6% de la population mondiale, n'a pas de politique de l'énergie.

Le champ est donc ouvert pour un marché libre où joue pleinement la concurrence entre consommateurs et producteurs. Du tableau des uns et des autres, de leur situation géographique, de leur poids politique, dérivent des rapports difficiles, concurrentiels, sources prévisibles de compétitions, tensions, possibles conflits.

Le marché est évidemment différent selon qu'il s'agit de pétrole ou de gaz. Le gaz a ses spécificités : les Etats entrent en scène, les principaux producteurs : Russie, Algérie contrôlent leur production gazière. Des entreprises contrôlées par l'Etat figurent également parmi les consommateurs et les contrats, souvent à long terme, vont de huit à vingt-cinq ans. Il y a donc une spécificité gazière où la prégnance étatique apparaît.

Le marché du pétrole paraît très différent. Certains disent qu'il ne s'agit pas d'un problème géopolitique car le marché du pétrole est vraiment un marché mondial dictant un prix mondial, l'équilibre entre l'offre et la demande déterminant le prix mondial. Il n'y a donc pas de compétitions d'Etats, mais des compétitions entre des consommateurs individuels qui cherchent à entrer en concurrence pour s'approvisionner et qui accèdent à un marché mondial et non pas à tel ou tel pays exportateur.

Il n'y aurait donc pas de géopolitique du pétrole mais simplement la loi du marché.

Ceci est évidemment faux : pour que le marché fonctionne, il faut que les pays producteurs fonctionnent bien, et pour qu'ils fonctionnent bien, les Etats consommateurs, et notamment les Etats-Unis, interviennent politiquement, et ils « sécurisent » militairement les producteurs. En fait, on « sécurise » l'Arabie Saoudite et, en s'installant chez lui, l'Irak.

Il y a donc bien, contrairement aux apparences du marché, un problème géopolitique, et ceci d'autant plus que les entreprises des pays consommateurs ont partie liée avec des pays producteurs. La sécurisation est donc à double sens : elle vaut à la fois pour le pays producteur et pour l'entreprise du pays consommateur qui est installée et qui produit à partir du pays producteur.

On est donc très loin de la vision irénique que certains proposent : celle d'un marché strictement mondial du pétrole, d'un « bien collectif mondial ». La vérité est qu'il y a concurrence - âpre - pour accéder aux producteurs.

Les pays producteurs se situent essentiellement au Moyen-Orient (Arabie Saoudite, Irak, Iran, Koweït, EAU), en Afrique, (Algérie, Libye, Nigeria, Angola, Guinée équatoriale, bientôt peut-être le Tchad). En Amérique latine (Venezuela, Mexique). En Eurasie, la Russie.

Pour le gaz, la Russie domine, suivie de l'Iran, du Qatar, des Emirats, de l'Arabie, du Venezuela et, loin derrière, de l'Algérie, de la Libye, de l'Egypte.

Pour le charbon, les productions sont plus disséminées, elles vont des Etats-Unis à la Chine en passant par l'Afrique du Sud, l'Inde et la vieille Europe : la Pologne, l'Allemagne.

En face, tous les autres pays sont des consommateurs nets d'énergie même s'ils sont de gros producteurs (dans le cas des Etats-Unis, le principal producteur pour presque tous les produits). L'Europe, dépendante en tout, cela a été souligné, mais aussi la Chine, l'Inde, le Japon et le Brésil.

Tous ces consommateurs se disputeront les marchés exportateurs.

Ces axes de compétition et de risques de tensions se dessinent dès à présent sur la carte, dictés par les réserves énergétiques et les proximités géographiques mais aussi politiques.

On retrouvera les Etats-Unis partout, du Venezuela au Golfe de Guinée, au Moyen-Orient... et partout sous cette double forme de compagnies présentes, sur place, et d'offres de sécurisation politique et militaire.

Les pays du sud mettront certainement en pratique, dans les années qui viennent, le dogme de la coopération horizontale, de la coopération sud/sud. En 2050, 80% des échanges internationaux d'énergie se feront à l'extérieur de l'OCDE. On peut s'attendre à ce que le Brésil, l'Inde et la Chine se tournent vers l'Afrique noire, vers le Golfe de Guinée, vers le Moyen-Orient, des régions qui seront moins facilement ouvertes à l'Europe.

La Chine, comme le Japon, auront évidemment tendance à s'intéresser en priorité au producteur voisin qu'est la Russie.

D'où le problème pour l'UE. Ses Etats membres devront très certainement essayer de prendre des assurances à long terme du côté de l'Afrique du Nord qui, à proximité, offre ses réserves de pétrole et de gaz. Mais, à moyen terme, tout devrait rapprocher les pays de l'UE de la Russie qui, en 2050, sera la première réserve mondiale de gaz, la seconde en charbon, la cinquième en pétrole. A la différence des Etats-Unis, la Russie aura de grosses capacités exportatrices car elle sera démographiquement réduite à cent millions d'habitants alors que les Etats-Unis auront, en 2050, quatre cent millions d'habitants.

Mais l'intérêt européen pour la Russie ne pourra pas être traité uniquement en termes économiques de marché. Le gaz, en Russie, est une affaire d'Etat. Gazprom, société d'Etat, en gère 90%. Qui dit contrat à long terme dit connotation politique.

Cette connotation politique se retrouve à propos de la deuxième question : celle de la sécurité d'acheminement de l'énergie.

Deux options s'offrent : la voie maritime et la voie terrestre.

La voie maritime, par pétroliers ou méthaniers, pose à son tour deux questions : celle de la sécurité des détroits : Malaga, Bosphore, Ormuz, Canal de Suez – ce qui explique les présences de la Sixième et de la Septième flottes -, mais aussi celle de la politique industrielle. Les pays du nord, dits industrialisés, qui glissent vers une économie de services, sont-ils encore capables d'un sursaut industriel et capables de bâtir les infrastructures financières industrielles très lourdes que représentent la construction de terminaux de gaz naturel liquéfié et la constitution d'une flotte de méthaniers ? Il y a là un choix de politique industrielle.

Quant aux réseaux terrestres ou sous-marins de gazoducs et d'oléoducs, ils ont une dimension géopolitique évidente. On se souvient des discussions des Etats-Unis avec l'Afghanistan des Talibans, voici quelques années, pour obtenir le tracé d'un oléoduc allant de l'Ouzbékistan vers le Golfe, au profit d'une firme américaine. Tout réseau de transport crée des obligations réciproques pour l'Etat producteur comme pour l'Etat traversé : péage d'un côté, garanties de sécurité à donner de l'autre. Ceci crée tout un ensemble d'assurances liées.

Autant d'axes d'exportation de gaz russe vers l'ouest européen à travers l'Ukraine (80% actuellement), la Biélorussie, les Pays baltes, autant d'intérêts de la part de Moscou et des capitales des pays traversés à s'entendre, autant d'attention apportée au Caucase par Moscou, autant de compétition de la part des Etats-Unis pour favoriser l'aménagement d'un axe de transport de la Caspienne à la Turquie en évitant le Caucase, via la Géorgie.

On voit bien qu'en filigrane du dessin des réseaux d'oléoducs et de gazoducs, sont les pressions, les marchandages, presque les futurs conflits.

La conclusion est donc simple : les marchés du gaz et du pétrole sont bien des marchés géopolitiques, traités en termes d'accès ou de sécurisation militaire de l'approvisionnement.

La preuve en est donnée *a contrario*. Au moment de l'affaire d'Irak, certains pays, dont la France, n'ont pas trop osé parler de pétrole, de crainte que ces arguments fussent jugés primaires. Mais la réciproque n'est pas vraie : pendant des années, certains pays, dont la France également, ont tenté des propositions

de contrôle pacifique de l'Irak. Toutes ces propositions ont été écartées par certains de nos amis (américains, anglais), parce qu'ils soupçonnaient que celles-ci étaient dictées exclusivement par l'intérêt pétrolier. Ils ne se bornaient pas à soupçonner. Ils accusaient. Force est donc de se convaincre que nos amis raisonnent ainsi : l'énergie est un problème, non de marché, mais de politique.

Il n'y a pas de politique d'ajustement de la demande à l'offre.

Il n'y a pas de véritable politique d'environnement. Ni de développement du nucléaire par le règlement des problèmes liés au traitement des déchets.

Il y a bien, en revanche, une politique de sécurisation - et même de sécurisation militaire - des marchés, et cela c'est bien de la géopolitique.

JEAN-PIERRE CHEVENEMENT

Merci, Monsieur l'ambassadeur. Pour un profane, vous avez posé toutes les questions qui peuvent fâcher les théologiens. Mais ces questions sont inspirées par votre expérience. Je vais donner la parole à Monsieur l'ambassadeur d'Iran, Son Excellence Sadegh Kharazi.

Monsieur Kharazi va s'exprimer en persan, il est donc accompagné d'un interprète.

SADEGH KHARAZI

Je suis très heureux d'aborder ici, en votre présence, la question de l'énergie qui occupe une place capitale dans l'économie politique internationale. Nul n'ignore l'importance et le rôle de l'énergie dans la continuité de la vie économique de la population mondiale et la nécessité d'y veiller ; et une réunion comme celle-ci est la preuve de cette réalité selon laquelle la question de l'énergie exige une attention toute particulière...

De même, en raison d'un lien établi entre l'énergie et la croissance économique dans le monde actuel, une approche tous azimuts et intelligente de la situation de l'énergie dans les décennies futures et une étude des moyens de faire face aux obligations et contraintes qui en résultent dans les circonstances actuelles sembleraient inévitables.

La nécessité d'augmentation et de maintien du plafond de la production, le développement des investissements, un transport sûr, une consommation

raisonnable, les énergies nouvelles, la protection de l'environnement constituent les préoccupations actuelles et qui reviennent sans cesse dans les grands débats sur l'énergie.

D'autre part, si la question de l'énergie en tant que moteur puissant de croissance économique se pose avec force dans toutes les discussions internationales, celle concernant un meilleur développement de relations réciproques entre producteurs et consommateurs devrait être prise en considération avec autant de force et d'importance. En effet, les pays industrialisés, qui se soucient de s'assurer de l'énergie avec un transport rentable, devraient aussi songer, dans un esprit d'équité, au renforcement des capacités de production des pays pétroliers, ce qui n'est possible que grâce à de grands investissements. Et si les pays industrialisés et les principaux marchés de consommation de l'énergie en Europe et aux Etats-Unis ne prennent pas cette réalité en considération, nous rencontrerons certainement au cours des années à venir les mêmes difficultés que celles dont nous étions témoins ces derniers mois. Autrement dit, la leçon qu'il faut tirer du récent choc pétrolier devrait nous amener à accélérer la réalisation des projets de développement de pétrole et de gaz dans le monde et à investir plus que jamais pour mener à bien ces projets.

En outre, réaliser un fort coefficient de production constitue le défi majeur du monde de l'énergie, ce qui signifie d'une part le renforcement de la sécurité énergétique des pays consommateurs et d'autre part, l'assurance d'un revenu raisonnable et stable pour les pays ayant des ressources énergétiques. Certes, il est bien évident que les consommateurs de l'énergie, en vue de réduire la vulnérabilité et d'augmenter aussi le coefficient d'assurance de l'énergie dont ils ont besoin, cherchent à diversifier les vecteurs d'énergie ainsi que la distribution géographique des sources premières de l'énergie pour ne pas dépendre des ressources de pétrole et de gaz du Moyen-Orient et du golfe Persique. Ils pensent également à l'efficacité de l'énergie pour économiser leur consommation et augmenter leur rentabilité.

Mesdames et Messieurs, Comme vous le savez, l'Iran possédant environ 120 milliards de barils de brut en réserve et environ 30% des réserves mondiales de gaz, occupe une place de premier plan en ce domaine. Il produit à présent près de 3 millions neuf cent milles barils de brut par jour, et sur la base des planifications déjà établies, il deviendra d'ici 2025 tour à tour premier producteur en pétrochimie, deuxième producteur de brut au sein de l'OPEP et, enfin, deuxième producteur de gaz dans le monde. C'est pourquoi, je tiens à

souligner que notre pays cherche à jouer un rôle efficace et rassurant dans l'approvisionnement de l'énergie dont le monde d'aujourd'hui a de plus en plus besoin à l'avenir, et que pour atteindre cet objectif de première importance, il a mené les réformes nécessaires pour accroître l'efficacité des grandes compagnies de pétrole et de gaz et pour créer les conditions d'un climat favorable aux investissements étrangers assez étendus dans cette industrie, et ce afin qu'il stabilise de plus en plus la place qu'il mérite dans les marchés du monde.

De même, le deuxième rang que nous occupons dans les réserves mondiales de gaz nous fournit l'occasion d'envisager l'exportation de cette matière énergétique de grande valeur. Tout en exportant du gaz naturel vers la Turquie et l'Europe, nous pourrions porter notre regard vers les marchés du Pakistan et de l'Inde. Et j'ajoute qu'il existe également divers projets pour la production de LNG et GTL dans les programmes de l'industrie pétrolière iranienne.

Grâce aux récentes découvertes dans les gisements de Yadavaran, Azadegan, Darekhovein ainsi que dans les sédiments pétrolifères du champ de Pars du Sud, et aussi suivant les programmations établies jusqu'à la fin du quatrième plan quinquennal de développement économique, la République Islamique d'Iran augmentera sa production pétrolière à 5 millions 400 mille barils et à plus de 7 millions de barils par jour au cours des 10 années à venir. Cela dit, le Ministère iranien du Pétrole a déjà planifié une production journalière de 900 millions de mètres cubes de gaz naturel et l'augmentation des capacités de raffinage du pays à raison de 2 millions 600 milles barils par jour ainsi que la réalisation de 20 milliards de dollars de produits pétrochimiques annuels à l'horizon de 2015.

En tout cas, tout en insistant encore une fois sur le fait que l'approvisionnement constant et stable de l'énergie dans le monde nécessite une attention toute particulière et une prise de conscience généralisée de différentes régions géographiques, notamment l'Occident industrialisé qui a besoin de cette matière vitale, je dois rappeler que l'énergie qui pouvait être un terrain de coopération et de bonne entente entre les peuples, aura hélas été une pomme de discorde et même un détonateur d'affrontement sur la scène politique et militaire internationale, causant un grand nombre d'événements regrettables dans le monde et dont je ne trouve pas nécessaire de citer les exemples.

Je me contente d'affirmer qu'en se détournant de l'approche traditionnelle qui consistait à confondre la nécessité d'approvisionnement de l'énergie et la mainmise sur les ressources énergétiques, l'on pourrait jouir de la prospérité résultant d'une participation collective et d'une promotion tous azimuts de

relations équilibrées, en renforçant l'esprit et le sens de la cordialité et de la coopération et en déployant des efforts pour répondre aux besoins réciproques des régions de production et de consommation, et ce en toute jouissance de tout ce que l'énergie nous apporte.

Je remercie très sincèrement nos amis ici présents ainsi que les organisateurs de ce colloque.

Merci.

JEAN-PIERRE CHEVENEMENT

Merci, Monsieur l'ambassadeur, pour cet exposé tout à fait passionnant. Je vais maintenant donner la parole à Monsieur Nicolas Sarkis, directeur du Centre arabe d'études pétrolières, qui va nous exposer la vision d'un expert éminent.

NICOLAS SARKIS

Merci, Monsieur le ministre.

Les intervenants qui m'ont précédé ont exprimé ce que je voulais dire mais ils m'ont aussi beaucoup facilité la tâche.

LE PETROLE, UN ENJEU DE PLUS EN PLUS CRUCIAL DANS LES RELATIONS INTERNATIONALES

Dans quelle mesure, et pour quelles raisons, le pétrole est-il devenu un enjeu important dans les relations internationales ? Et pourquoi, bien plus que toute autre matière première et tout autre produit qui entrent dans les échanges mondiaux, le pétrole est-il celui qui retient le plus l'attention des gouvernements, des observateurs et des médias, alors qu'il n'a représenté en 2003 que 8,2% du total des exportations mondiales ?

Pour répondre à ces deux questions, les principaux faits suivants méritent d'être soulignés.

Le premier est que l'intérêt porté au pétrole a commencé au cours et au lendemain de la Première Guerre Mondiale, avec la mécanisation des armées, le développement de l'industrie automobile, la découverte des premiers grands

gisements pétroliers au Moyen-Orient et l'émergence du pétrole comme source prédominante d'énergie.

Le second fait important est que les caprices de la géologie ont voulu que la majeure partie des réserves pétrolières mondiales soit située dans des régions dont la consommation est relativement faible, alors que les pays grands consommateurs doivent importer une part croissante de leurs besoins. Ceci place d'emblée le pétrole au centre des relations économiques et politiques internationales et des impératifs stratégiques des grandes puissances.

Le troisième fait est que pas moins des deux tiers des réserves pétrolières prouvées sont situés au Moyen-Orient, soit précisément l'une des régions politiquement les plus instables au monde et la région qui est censée couvrir, dans les prochaines décennies, la majeure partie de l'accroissement attendu de la demande pétrolière mondiale. L'embargo pétrolier de 1973/74 et les multiples interruptions ou perturbations qui ont affecté les exportations pétrolières à partir de cette région ont évidemment aggravé les inquiétudes et le problème de la sécurité des approvisionnements des pays consommateurs.

Un troisième fait majeur est que, malgré les apparences, le pétrole devient et sera de plus en plus une denrée rare, alors que la dépendance vis-à-vis du pétrole importé ira inexorablement en augmentant, aussi bien dans les pays industrialisés, dont les Etats-Unis, que dans les pays émergents, dont la Chine, l'Inde, le Pakistan et la Corée, sans oublier les autres pays en développement pauvres en ressources énergétiques.

On ne peut plus dès lors s'étonner que la course au pétrole, celui du Moyen-Orient en particulier, engagée depuis près d'un siècle entre les grandes puissances et leurs sociétés pétrolières, aille en s'accéléralant et prenne la forme d'une guerre qui ne dit pas toujours son nom, ou provoque même des guerres tout court, dont la dernière en date est l'invasion de l'Irak par les troupes américano-britanniques, il y a un an.

Pour mieux mesurer les dimensions du problème et le caractère vital des intérêts en jeu, les prévisions énergétiques les plus fiables, dont notamment celles de l'Agence Internationale de l'Energie (AIE) et de l'Energy Information Administration (EIA) du département américain de l'Energie, donnent lieu à des constats qui peuvent être résumés dans les trois points suivants :

- Du côté tout d'abord de la demande, la consommation pétrolière

mondiale, qui a quasiment doublé au cours des 35 dernières années pour atteindre plus de 80 millions de barils/jour (mbj) à présent, passerait à près de 90 mbj dès 2010 et à plus de 118 mbj en 2025, soit un accroissement prévu de quelque 38 mbj au cours des 21 prochaines années.

Parmi les principaux pays consommateurs, ceux dont les besoins augmenteront le plus fortement figurent, selon l'EIA américain : les Etats-Unis, avec une demande qui irait de 19,7 mbj en 2001 à 28,3 mbj en 2025 (+43,6%), l'Inde de 2,13 mbj en 2001 à 5,48 mbj en 2025 (+157,2%), la Chine de 4,97 mbj en 2001 à 10,88 mbj en 2025 (+118,9%), la Corée du Sud de 2,14 mbj en 2001 à 3,32 mbj en 2025 (+55,1%), les autres pays du Sud-Est asiatique de 5,53 mbj en 2001 à 10,17 mbj en 2025 (+83,9%) et l'Europe Occidentale, de 13,98 mbj en 2001 à 15,26 mbj en 2025 (+9,2%).

Compte tenu des niveaux attendus de la production dans les principaux pays consommateurs, le taux de dépendance vis-à-vis du pétrole conventionnel importé augmenterait comme suit (en %) :

	2001	2010	2015	2025
Etats-Unis	55,7	60,7	64,1	68,5
Chine	31,5	47,5	58,8	73,2
Autres pays d'Asie*	64,7	73,6	82,4	86,9
Europe Occidentale	50,1	57,7	61,8	68,6
Japon	98,5	98,6	98,7	99,0

* Inde, Corée du Sud et autres pays du Sud-Est asiatique.

- Du côté des ressources disponibles et de l'offre possible, toutes les prévisions indiquent que, pour couvrir l'accroissement prévu de la demande, ce sont en tout premier lieu les pays du Moyen-Orient (surtout l'Arabie Séoudite, l'Iran, l'Irak, le Koweït et les Emirats Arabes Unis) qui devraient développer leurs capacités, de manière à porter leur production de 21 mbj en 2001 à 24,2 mbj en 2010, à 33,4 mbj en 2020 et à 40 mbj en 2025, soit un doublement en l'espace de 25 ans !... Les principaux autres pays qui pourraient apporter leur contribution sont la Russie, le Venezuela, le Brésil, l'Asie Centrale et l'Afrique. Dans l'ensemble, la quasi-totalité de l'augmentation nécessaire de la

production d'hydrocarbures devrait être assurée par des pays non-OCDE, contre 60% au cours de la période 1971-2000.

Perspectives offre/demande de pétrole, selon l'EIA							
(en millions de b/j)							
	2001	2002	2010	2015	2020	2025	Croissance annuelle 2002/2025 (%)
Prix mondial* (\$/b en \$ 2002)	22,25	23,68	24,17	25,07	26,02	27,00	0,6
Production - Conventionnel**							
<i>Pays industrialisés :</i>							
Etats-Unis (50 Etats)	8,84	9,16	9,53	9,25	8,88	8,60	-0,3
Canada	2,09	2,14	1,83	1,64	1,60	1,57	-1,3
Mexique	3,62	3,61	4,20	4,53	4,60	4,82	1,3
Europe Occidentale	6,82	6,76	6,34	5,87	5,48	4,97	-1,3
Japon	0,08	0,08	0,08	0,07	0,06	0,06	-1,1
Australie et Nouvelle-Zélande	0,79	0,75	0,96	0,91	0,88	0,86	0,6
<i>Eurasie :</i>							
Russie	7,30	7,67	9,92	10,52	10,77	10,93	1,6
Région Caspienne	1,48	1,66	3,12	4,40	5,15	6,11	5,8
Europe de l'Est	0,24	0,23	0,33	0,37	0,41	0,45	3,0
<i>Pays en développement :</i>							
OPEP :							
Asie	1,41	1,36	1,26	1,25	1,29	1,33	-0,1
Moyen-Orient	20,99	20,79	24,18	27,51	33,39	40,07	2,9
Afrique du Nord	3,09	2,99	2,95	3,09	3,52	3,90	1,2
Afrique de l'Ouest	2,06	2,02	2,19	2,59	3,01	3,37	2,3
Amérique du Sud	2,63	2,55	2,65	2,72	3,23	3,88	1,9
Non-OPEP :							
Chine	3,30	3,39	3,62	3,47	3,45	3,37	-0,0
Autres Asie	2,46	2,50	2,63	2,74	2,67	2,60	0,2
Moyen-Orient	2,02	1,96	2,24	2,46	2,56	2,77	1,5
Afrique	2,77	2,89	3,71	4,68	5,34	6,42	3,5
Amérique Centrale et du Sud	3,70	3,79	4,50	5,34	5,86	6,35	2,3
Total Production - Conventionnel	75,70	76,30	86,24	93,42	102,16	112,42	1,7
Production - Non-conventionnel***							
Etats-Unis (50 Etats)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	n.d.
Autres Amérique du Nord	0,72	0,79	1,69	2,97	3,20	3,28	6,4
Europe Occidentale	0,04	0,04	0,04	0,04	0,04	0,04	0,8
Asie	0,02	0,03	0,03	0,03	0,03	0,03	1,3
Moyen-Orient	0,01	0,01	0,01	0,02	0,02	0,03	6,8
Afrique	0,15	0,16	0,19	0,22	0,25	0,28	2,6
Amérique Centrale et du Sud	0,49	0,54	0,85	1,27	1,42	1,45	4,4
Total Production - Non-conventionnel	1,42	1,55	2,81	4,55	4,96	5,11	5,3
Production OPEP	30,55	30,11	33,89	38,12	45,51	53,67	2,5
Production non-OPEP	46,56	47,74	55,16	59,85	61,61	63,87	1,3
Production totale	77,12	77,85	89,05	97,97	107,12	117,54	1,8

.../...

	2001	2002	2010	2015	2020	2025	Croissance annuelle 2002/2025 (%)
Consommation							
<i>Pays industrialisés :</i>							
Etats-Unis (50 Etats)	19,71	19,61	22,71	24,80	26,41	28,30	1,6
Territoires US	0,28	0,29	0,38	0,40	0,43	0,47	2,1
Canada	1,91	1,96	2,23	2,32	2,36	2,44	1,0
Mexique	1,94	2,01	2,65	3,19	3,62	4,09	3,1
Europe Occidentale	13,98	14,02	14,36	14,64	14,80	15,26	0,4
Japon	5,42	5,45	5,79	6,07	6,26	6,54	0,8
Australie et Nouvelle-Zélande	1,01	1,04	1,28	1,43	1,58	1,75	2,3
<i>Eurasie :</i>							
Ex-URSS	3,90	4,05	5,10	5,26	5,73	6,25	1,9
Europe de l'Est	1,41	1,44	1,74	1,96	2,21	2,54	2,5
<i>Pays en développement :</i>							
Chine	4,97	5,11	6,48	7,68	9,39	10,88	3,3
Inde	2,13	2,16	2,80	3,53	4,47	5,48	4,1
Corée du Sud	2,14	2,20	2,75	2,99	3,15	3,32	1,8
Autres Asie	5,53	5,63	6,65	7,81	8,93	10,17	2,6
Moyen-Orient	5,36	5,34	6,19	6,98	7,87	8,88	2,2
Afrique	2,58	2,56	2,68	2,91	3,16	3,50	1,4
Amérique Centrale et du Sud	4,87	4,91	5,54	6,28	7,03	7,99	2,1
Consommation totale	77,14	77,79	89,35	98,27	107,40	117,80	1,8
* Prix moyen des importations de pétrole brut des Etats-Unis, qui correspondent généralement aux prix du panier OPEP							
** Pétrole brut, condensats, LGN et gains de raffinage.							
*** Liquides produits à partir du gaz naturel, du charbon, des sables asphaltiques et des schistes.							
Source : Annual Energy Outlook 2004, Energy Information Administration (EIA) of the US Department of Energy.							

- Le troisième et dernier constat majeur est que le développement des ressources et de l'offre requises pour répondre à l'augmentation des besoins de consommation supposent, pour l'essentiel, deux conditions qui sont en réalité deux défis, aussi redoutables l'un que l'autre.
 - a. Le premier défi est de nature politique, dans la mesure où le développement des capacités de production, au Moyen-Orient en particulier, nécessite un minimum de sécurité et de stabilité politique qui sont, pour le moment et pour le proche avenir du moins, loin d'être assurées. La dernière et grave dégradation de la situation en Irak et les ondes de choc que cette évolution de la crise irakienne peuvent provoquer dans les pays voisins et dans les échanges pétroliers mondiaux ne font qu'exacerber les préoccupations à ce sujet.

- b. Le second défi, largement lié au premier, réside dans l'énormité des investissements requis pour promouvoir l'industrie pétrolière au Moyen-Orient et ailleurs dans le monde.

A partir de l'hypothèse basse retenue par l'AIE, le total des besoins mondiaux de financement dans l'ensemble des secteurs de l'énergie est estimé à \$16 481 milliards (en dollars 2000) sur la période 2001-2030. Sur ce total, la majeure partie (59,7%), soit \$9 841 milliards, serait accaparée par les projets électriques. La part du gaz naturel serait de \$3 145 milliards (19,1%), celle du pétrole de \$3 096 milliards (18,7%) et celle du charbon de \$398 milliards (2,4%). A titre de comparaison, les investissements dans le domaine de l'énergie devraient ainsi passer de \$413 milliards en 2000 à une moyenne annuelle de \$455 milliards au cours de la décennie 2001-2010 et de \$632 milliards en 2021-2030.

Des investissements de cette ampleur seraient-ils possibles pour couvrir les besoins énergétiques mondiaux ?

Pour les besoins de financement au Moyen-Orient en particulier, un problème crucial est posé par l'arbitrage à faire entre les besoins colossaux en capitaux du secteur électrique et les projets pétroliers et gaziers, sans oublier les autres besoins économiques et sociaux. Tout ceci dans des pays confrontés à d'énormes difficultés financières. Pour l'Arabie Séoudite, premier producteur de pétrole au monde, avec des réserves qui représentent le quart du total mondial, un prix minimum de \$25/b est nécessaire pour éponger un déficit budgétaire estimé à \$10 milliards en 2003. La situation est bien plus sérieuse dans la plupart des pays voisins.

Au Moyen-Orient, les investissements requis sur la période 2001-2030 sont estimés à \$523 milliards pour le pétrole et à \$263 milliards pour le gaz naturel, soit un total de \$786 milliards, ou une moyenne de \$26,2 milliards par an.

Compte tenu de ces besoins considérables de financement, la réalisation des projets nécessaires pour couvrir l'accroissement de la demande énergétique mondiale reste ainsi subordonnée à de nombreux "si", concernant notamment d'éventuelles percées technologiques, l'évolution des prix, les découvertes espérées et, *last but not least*, la stabilisation de la situation politique au Moyen-Orient, en Russie et dans bien d'autres pays exportateurs.

Conclusions

Les principales conclusions à tirer de cet exposé sont les suivantes :

- 1) Les échanges pétroliers mondiaux augmenteront considérablement dans les années à venir à cause de l'écart grandissant entre la production locale et la consommation dans les pays importateurs. De 32 mbj en 2001, le total mondial des importations nettes passerait à près de 42 mbj en 2010 et à quelque 66 mbj en 2030.

Parmi les grandes puissances, seule la Fédération de Russie restera un exportateur net, avec des exportations qui devraient se stabiliser aux alentours de 5 mbj d'ici à 2020.

- 2) Contrairement aux Etats-Unis, qui possèdent des ressources énormes d'hydrocarbures et d'autres sources d'énergie et qui peuvent compter sur le Canada, le Mexique et le Venezuela pour tempérer leur vulnérabilité, les pays européens, la Chine, le Japon et les autres pays asiatiques doivent de plus en plus couvrir leurs besoins à partir de pays tiers politiquement instables, dont notamment le Moyen-Orient.

Pour les pays consommateurs, la nécessité de diversifier ses sources d'approvisionnement n'est pas suffisante pour sécuriser leurs importations. Un autre moyen d'une importance cruciale réside dans leur coopération avec les pays exportateurs. L'idée selon laquelle les pays importateurs et les pays exportateurs ont des intérêts divergents ou antagonistes est un mythe.

Le fait est que l'histoire de l'industrie pétrolière ne cesse de démontrer que l'antagonisme réel réside dans la rivalité entre les grandes puissances et entre les sociétés pétrolières internationales, qui se livrent à une vive compétition pour contrôler les réserves et s'assurer des sources propres d'approvisionnement. Un autre fait à ne pas perdre de vue est que les pays exportateurs ne demandent pas mieux que d'augmenter leur production et de maintenir ou accroître leurs parts de marché.

Pour les pays exportateurs, les besoins en capitaux ne sont pas moins vitaux que les besoins en pétrole des pays importateurs. La sécurité des approvisionnements pétroliers des pays importateurs a comme

contrepartie la sécurité tout court des pays exportateurs, la sécurité de leurs marchés et des prix adéquats, susceptibles de financer aussi bien leur développement économique que le développement des capacités de production requises pour couvrir l'accroissement des besoins pétroliers mondiaux.

Le seul cadre valable pour concilier les objectifs des uns et des autres est celui d'une coopération fondée sur la complémentarité et l'équilibre des intérêts des parties concernées.

Je vous remercie de votre attention.

JEAN-PIERRE CHEVENEMENT

Merci, Monsieur Sarkis pour ce passionnant exposé.

Je vais maintenant donner la parole à Monsieur Youri Roubinski, diplomate et directeur du Centre d'études françaises de l'Institut d'Europe à Moscou, avant de la donner à Monsieur Prostakov.

YOURI ROUBINSKI

La Russie occupe une place de choix dans le paysage énergétique mondial. D'autre part, les hydrocarbures jouent un rôle clé dans l'économie russe. J'essaierai donc d'énumérer quelques avantages et inconvénients qui en découlent tant pour Moscou que pour ses partenaires étrangers dans ce domaine.

En 1993, la production mondiale de pétrole était de 76,8 Milliards de barils/jour (b/j) dont l'Arabie Séoudite assurait 8,6 et la Russie 8,5. Mais on ne doit pas oublier que les principaux gisements pétroliers russes se trouvent dans les régions du Grand Nord éloignées des consommateurs étrangers et soumis à des conditions climatiques très rudes. Il en résulte un niveau de prix de revient de loin plus considérable en Russie qu'au Moyen-Orient (11-12 dollars le baril contre 2-3).

D'autre part, la Russie, à la différence des pays du Golfe et de l'Arabie Séoudite, est elle-même une grosse consommatrice de son pétrole dont la moitié (3,6 Milliards de b/j des 7,6) couvre les besoins internes.

En dépit de tous ces inconvénients, l'importance de la Russie comme fournisseur de pétrole sur le marché mondial ne cesse de grandir. Cela s'explique par deux facteurs : l'instabilité politique persistante du Moyen-Orient et la liberté de manœuvre que garde Moscou, qui reste en dehors de l'OPEP, dans ses choix de politique de production et de prix.

On peut ajouter que les autres pays riches en hydrocarbures issus de l'ex-URSS –le Kazakhstan, l'Azerbaïdjan, le Turkménistan- sont enclavés sur le plan géographique bien davantage que la Russie et doivent généralement passer par son territoire pour évacuer leurs exportations. Bien que les principaux oléoducs russes traversent la Biélorussie, l'Ukraine et les pays baltes, ces derniers dépendent de Moscou en raison de l'absence de ressources énergétiques propres et doivent donc en tenir compte.

Le relatif équilibre entre les avantages et les inconvénients de la Russie dans le domaine pétrolier peut être constaté aussi bien sur le plan interne qu'externe. Parmi les atouts figure d'abord la situation géographique de l'immense territoire de la Russie (17 millions de km²) à cheval entre l'Europe et l'Asie, qui est le plus important consommateur d'énergie après les Etats-Unis. Au moment où la Chine devient l'un des principaux importateurs de l'énergie, la Russie n'a que l'embaras du choix entre les différents demandeurs.

Cette situation lui permet de miser sur la concurrence entre ces derniers pour chercher les sources d'investissements importants dans les infrastructures de l'industrie pétrolière russe nécessaires à sa modernisation (environ 20 Milliards de dollars par an) et surtout au transport de sa production.

Ceci est particulièrement vrai dans le domaine de la construction d'oléoducs à grandes distances. Ayant subi un revers dans la bataille autour du tracé des pipelines acheminant en Occident le pétrole de la Caspienne (les Américains et les Britanniques ont réussi à faire aboutir le projet de l'oléoduc Bakou-Tbilissi-Ceyhan contournant la Russie), Moscou prend sa revanche dans la direction asiatique.

Jouant sur la rivalité pétrolière sino-japonaise, les Russes ont choisi pour l'évacuation du pétrole sibérien, l'oléoduc débouchant sur le port de Nakhodka.

Son coût énorme (16 Milliards de dollars), sera amorti grâce non seulement au Japon qui soutenait à fond ce projet, mais aussi par les autres consommateurs du Sud-Est asiatique (Corée du Sud, Taiwan, les pays de l'ASEAN). Mais la Chine n'est pas oubliée pour autant : si le projet de l'oléoduc vers Daouine qu'elle cherchait à obtenir est pour le moment remis à plus tard, la compagnie nationale chinoise des pétroles a reçu la proposition russe de reprendre 20 % d'actions de Youganskneftegaz –le joyau du géant pétrolier Youkos démantelé par les autorités moscovites en 2001.

Parmi les difficultés auxquelles se heurte le secteur pétrolier russe il faut citer d'abord le décalage entre les prix pour les marchés extérieurs, et ceux du marché intérieur qui restent beaucoup plus bas. Ce décalage permet aux consommateurs russes privés, industriels et agricoles, une économie de l'ordre de 70 Milliards de dollars par an, sans quoi leur compétitivité ne tiendrait pas le choc de la concurrence étrangère même sur le marché intérieur.

Or, l'Organisation mondiale du commerce considère ce décalage comme une subvention déguisée et exige de relever les prix internes au niveau mondial comme condition sine qua non de l'adhésion de la Russie à l'OMC. Après force hésitations Moscou a promis de réviser progressivement ses prix internes ce qui provoque la résistance farouche de la part des intéressés qui ne manquent pas de moyens de pressions, y compris politiques, sur le gouvernement.

Le pétrole constitue 16,3 % du PIB de la Russie, 26,5 % de ses recettes budgétaires, 30,5 % de sa production industrielle, 39,6% des revenus des exportations totales. La hausse vertigineuse des prix d'hydrocarbures sur les marchés mondiaux a permis à la Russie d'accélérer sa croissance qui atteint dans les premières années du XXI^e siècle 5,5-6 % et d'accumuler des réserves monétaires de l'ordre de 120 Milliards de dollars – l'équivalent de sa dette extérieure qu'elle commence à payer avant terme.

Mais ces atouts sont en même temps des inconvénients. L'afflux des dollars convertis en monnaie locale stimule l'inflation qui reste à deux chiffres (12-14%). Provoquant la hausse du rouble, elle diminue les chances des exportations des autres produits russes et sape leurs positions, même sur le marché intérieur, face à la concurrence étrangère, ce qui menace de ruiner l'industrie nationale transformant définitivement la Russie en fournisseur de matières premières à l'instar des pays en voie de développement. Le danger de la maladie hollandaise de désindustrialisation provoque des critiques acerbes de la part de bon nombre d'économistes russes.

En même temps la dépendance étroite de l'économie russe vis-à-vis du secteur pétrolier la rend particulièrement vulnérable aux fluctuations des cours sur le marché mondial. Les chutes libres du prix du baril en 1995 et 1998 ont déjà provoqué en Russie des crises économiques et financières extrêmement graves.

Même maintenant où ces prix sont au plus haut, la dégringolade du dollar qui sert dans le domaine pétrolier de moyen de paiement au niveau de 70 %, impose à la Russie la nécessité d'exporter davantage pour les mêmes rentrées.

Enfin, non seulement la rente pétrolière est un facteur ambigu quant à ses résultats, mais elle n'est pas éternelle. Si pour la production et les exportations de l'or noir la Russie occupe la seconde place dans le monde après l'Arabie Séoudite, ses réserves sont trois fois moins importantes (9,5 Milliards de tonnes contre 36,1 Milliards). Compte tenu des besoins énergétiques internes de l'économie russe beaucoup plus importants que ceux du Royaume wahhabite, son pactole pétrolier risque de s'épuiser dans deux ou trois décennies. Il faut donc s'y préparer à l'avance comme le font déjà les Etats-Unis dont les réserves et la production sont comparables à celles de la Russie mais la consommation, beaucoup plus importante, couverte de plus en plus par les importations. L'autre exemple est la Norvège où les revenus pétroliers servent à diversifier la structure de l'économie du pays et améliorer le système de sécurité sociale.

Pour les années à venir on peut déceler trois tendances dans la stratégie énergétique du gouvernement russe :

- L'étatisation progressive du secteur pétrolier dont l'exemple est le triste sort réservé à la compagnie privée la plus importante Youkos et à son patron Mikhaïl Khodorkovski.
- La recherche des investissements étrangers, notamment dans la construction des oléoducs à l'Ouest comme à l'Est.
- La pénétration des capitaux russes dans le secteur énergétique des Républiques post-soviétiques porteuse de l'influence politique accrue de Moscou.

Il est évident que ces tendances sont profondément contradictoires. L'effet négatif de « l'affaire Youkos » sur la communauté financière internationale rend

problématique la venue des investisseurs étrangers suffisamment importants pour assurer la modernisation de l'industrie pétrolière obsolète de la Russie. D'autre part, la « révolution orange » en Ukraine, où le facteur énergétique n'était pas absent non plus, s'est transformée en une épreuve de force Est-Ouest rappelant l'époque de la guerre froide pourtant révolue depuis vingt ans.

Pour terminer sur un ton plus optimiste, je voudrais faire confiance au pragmatisme et au sens de la responsabilité des uns et des autres pour ne pas répéter les erreurs du passé et regarder vers l'avenir que nous devons affronter ensemble. Aussi bien la Russie que ses partenaires à l'Ouest comme à l'Est y ont un intérêt vital.

JEAN-PIERRE CHEVENEMENT

Merci, Monsieur Roubinski, je vais demander à Monsieur Prostakov, Chef de la Délégation économique et commerciale de Russie en France, de bien vouloir prendre place.

IVAN PROSTAKOV,

Monsieur le ministre, Mesdames et Messieurs,

Tout d'abord je vous remercie de m'avoir donné la parole en tant que représentant de l'ambassadeur de Russie.

Le professeur Roubinski a déjà fait un brillant exposé et ouvert la voie à une réflexion sur certaines questions liées à la Russie. Mais comme on l'a déjà dit plusieurs fois ce soir, la Russie est un acteur très important sur le marché gazier mondial et le sujet énergétique est très riche.

Dans ce contexte je voudrais parler surtout de la question gazière et des rapports entre la France et la Russie et entre l'UE et la Russie.

Tout à l'heure, on a avancé des estimations, des chiffres qui ne sont peut-être pas toujours corrects. Toutefois il est certain que la Russie détient de 25 à 30% des réserves gazières mondiales. Elle reste le premier exportateur de gaz naturel dans le monde et le restera probablement jusqu'à 2030, l'horizon qu'on peut envisager sans risquer des erreurs catastrophiques.

La Russie a du gaz, elle est prête à le vendre, à le produire, elle continuera à le faire. Pour le moment, l'exportation du gaz se concentre sur les pays de l'ex-

URSS et de l'UE (on exporte en Europe près de 130 milliards de m³ de gaz, ce qui représente les deux tiers, voire les trois quarts de nos exportations).

Pour l'Asie, on prévoit une forte croissance de sa demande et des exportations du gaz russe vers ses marchés. A l'horizon 2030, on prévoit que la Russie vendra en Asie presque 30 milliards de m³ de gaz et, en Europe, 155-160 milliards. La différence est énorme mais la croissance des ventes en Asie, notamment dans le Sud-est asiatique est plus considérable.

La situation paraît plutôt simple : nous avons une marchandise à vendre et nous avons des clients. Pourquoi, donc, faut-il s'inquiéter ?

Les raisons sont multiples. Tout d'abord la question «géologique» se complique : les gisements sont de plus en plus loin, de plus en plus difficiles à exploiter. On parle du gisement de Yamal dans la zone Arctique qui représente 70% des gisements du gaz russe et qui pourrait assurer la production et les exportations sûrement jusqu'en 2030 et même jusqu'en 2060-70. A part cela, nous disposons aussi des gisements de Sakhaline en Extrême-Orient, des gisements de la mer de Barents dans le Nord, prêts à être exploités et à exporter le gaz vers l'Europe et vers l'Asie, notamment la Chine et le Japon. La situation géographique de ces gisements fait augmenter les coûts de la production. On aura besoin de nouvelles infrastructures, de nouveaux gazoducs etc. ce qui signifie, selon les estimations de l'AEI, plus de 20 milliards de dollars d'investissements chaque année pour continuer la production et la développer dans les années à venir.

Au-delà des problèmes géologiques, techniques et, en conséquence, financiers nous avons à résoudre des problèmes économiques, sociaux et technologiques. Le professeur Roubinski a parlé de la difficile réforme du secteur énergétique et du secteur gazier notamment. La libéralisation annoncée du marché gazier russe n'a pas eu, pour le moment, le développement dynamique prévu. Gazprom reste un monopole d'Etat qui se renforce avec les productions pétrolières annoncées. La libéralisation du secteur suscite un grand intérêt des investisseurs, notamment étrangers. Mais dans le même temps le contrôle de l'Etat assure la stabilité du marché et garantit le respect des engagements par rapport à nos clients étrangers. En outre, la réforme de ce secteur stratégique prend toujours du temps et l'exemple de la France en est un témoignage éclatant.

Un autre sujet c'est le problème des prix, des tarifs gaziers. Au cours des négociations pour l'adhésion de la Russie à l'OMC on nous demande des hausses tarifaires. Le protocole signé entre la Russie et l'UE à cet égard prévoit une croissance des tarifs qui toutefois sera inévitable dans les difficiles conditions d'exploitation des gisements. Mais c'est toujours un dossier très sensible pour la Russie avec des conséquences économiques et sociales non négligeables :

Economiques car, la hausse des prix du gaz et des tarifs énergétiques internes menace le potentiel concurrentiel de notre industrie. Sociales car c'est aussi une menace pour le pouvoir d'achat des foyers. Le développement du secteur gazier, les nouveaux investissements, les tarifs énergétiques – tout cela conduit à la nécessité de traiter d'autres sujets comme la réforme des services urbains et l'efficacité énergétique de notre production en général.

Un autre argument tient à l'aspect technologique de la production et de la commercialisation du gaz russe. On a déjà parlé aujourd'hui du GNL – un mode pratique et moderne pour transporter le gaz, surtout sur les marchés distingués, mais nous ne disposons pas de cette technologie. Pour exploiter les gisements de Sakhaline et de la mer de Barents, on aura besoin de GNL pour exporter soit en Europe, soit en Asie, soit en Amérique.

Devant cette complexité des problèmes qui dépassent même le secteur énergétique, nos rapports avec l'UE et avec la France notamment deviennent de plus en plus importants.

Pour le moment le dialogue énergétique Russie-UE n'a pas eu les développements attendus. Les rapports qui nous lient restent essentiellement dans ce domaine de simples rapports «clients-fournisseur» qui ne sont plus suffisants. La stabilité du marché énergétique mondial et de l'approvisionnement énergétique de l'Europe doit être assurée par les deux parties en question.

Nous voyons que les compagnies occidentales sont prêtes à investir dans le secteur gazier russe. Cet intérêt a été témoigné tout récemment par Total qui a fait part de son intention de prise de participation dans la compagnie russe Novatek qui est le plus grand de nos producteurs indépendants de gaz. Bien évidemment, son volume de production et son chiffre d'affaires ne sont pas comparables avec ceux de Gazprom qui assure plus de 90% de la production du gaz russe (la partie de Novatek sur le marché interne est de 3%). Mais pour avoir une idée de l'échelle, l'investissement de Total s'élèverait presque à un milliard de dollars pour 25% de cette compagnie privée, et la production de Novatek équivaut au double des importations françaises de gaz russe : la France importe de Gazprom presque 12 milliards de m³ de gaz par an tandis que Novatek en produit plus de 20 milliards.

Pour revenir à la question de nos rapports avec l'UE, nous avons besoin, non seulement des investissements mais aussi des transferts de technologies. J'ai cité l'exemple du GNL, pour évoquer un secteur où les technologies européennes pourraient être intéressantes, y compris les technologies françaises : GDF, si je ne me trompe, est un des leaders mondiaux dans le domaine de la liquéfaction du gaz.

L'efficacité énergétique, enfin, c'est aussi un domaine prometteur de coopération et je me réfère surtout aux événements de ces jours. La semaine dernière notre Premier ministre, Monsieur Mikhaïl Fradkov est venu en France en visite de travail et parmi les questions évoquées au cours des rencontres bilatérales la question énergétique a été une des plus importantes. On a parlé, bien entendu, de la ratification par la Russie du protocole de Kyoto : pas seulement pour nous féliciter mais aussi pour envisager ce qui devra être fait après, car on pourrait, notamment, établir avec la France un programme de mise en œuvre conjointe du Protocole.

Il a été question, au cours de cette visite, du séminaire européen sur l'efficacité énergétique qui se tient aujourd'hui et demain à Moscou. La France y joue un rôle très important : l'ancien Ministre des finances Francis Mer en a été un des principaux concepteurs et les institutions françaises ont joué un rôle utile dans sa réalisation.

Vous pouvez voir que nous avons un grand nombre de projets communs, un grand nombre de projets dans lesquels la France peut jouer un rôle très important. Il s'agit d'instaurer des rapports de véritable partenariat entre la Russie et l'Europe dans le domaine énergétique, des rapports de partenariat qui peuvent se fonder sur les traditions déjà anciennes de la coopération franco-russe.

JEAN-PIERRE CHEVENEMENT

Merci, Monsieur Prostakov, pour cet exposé très intéressant. Nous allons changer d'azimut et je vais demander à Monsieur Mohamed Mazari-Boufares, directeur de la stratégie et du développement à la Sonatrach d'intervenir à présent.

MOHAMED MAZARI BOUFARES

Important : Il convient de préciser qu'il s'agit d'un commentaire accompagnant les transparents mais non du texte de la communication

L'Algérie est un pays traditionnellement fournisseur de gaz naturel à l'Europe depuis 1964, d'abord en Angleterre, puis en France, à travers les flux de GNL. Je crois que vous avez bien fait de nous inviter, et je vous en remercie, à présenter notre point de vue sur la question des approvisionnements gaziers de

l'Europe. Bien que ce soit un souci purement européen, nous sommes interpellés puisque nos échanges sont anciens. La mondialisation, la globalisation, les besoins mutuels des uns et des autres et la coopération que nous souhaitons davantage développer, non seulement avec la France mais avec les pays de l'Union Européenne, nous appellent à renforcer cette coopération. Je voudrais rappeler que la Sonatrach est une compagnie nationale à l'instar de Gasprom, à moindre échelle bien sûr en terme de réserves.

Néanmoins, elle joue un rôle important dans l'économie algérienne, comme chacun le sait. Il convient de noter que la Sonatrach procure plus de 95% des recettes d'exportation du pays et qu'elle assure plus de 51 % des recettes budgétaires. Elle joue un rôle structurant sur le plan industriel. La part du secteur de l'énergie, des hydrocarbures notamment, est de l'ordre de 41 % dans le produit intérieur brut. La Sonatrach est classée comme étant la treizième compagnie pétrolière mondiale, deuxième exportateur en GNL et GPL, troisième en gaz naturel et premier exportateur de condensât. Elle dispose d'un grand nombre d'atouts, notamment une base de réserve, même si elle est moins importante que celle de l'Iran ou de la Russie, de bassins sédimentaires à très fort potentiel mais encore sous-explorés. 40 % à peine du territoire du domaine minier ont fait l'objet d'exploration et encore cette dernière n'est pas assez intensive puisque nous comptons à peine une dizaine de puits pour 10.000 km² alors que la moyenne mondiale est de l'ordre de 100. Nous disposons d'une expérience de trente années, notamment dans les activités gazières, et nous disposons aussi d'un avantage comparatif qui est celui de la position géographique à proximité du marché. Je rappellerai les objectifs stratégiques de Sonatrach. Le premier c'est l'expansion de ces réserves en hydrocarbures, à travers deux axes essentiels : les nouvelles découvertes et la réévaluation des réserves. Ces dernières années, dans le volume de découvertes 30 % étaient réalisées dans le cadre des découvertes nouvelles, et 70 % dans le cadre des réévaluations. Nous envisageons d'augmenter la récupération à travers l'amélioration du taux de récupération primaire pour augmenter le volume des réserves prouvées récupérables (j'essaie d'utiliser un langage non technique). Nous avons fixé des objectifs en terme de production et d'exportation étant donné que Sonatrach exerce, entre autres, un rôle tourné vers l'extérieur. Le premier objectif vise une production de 1,5 millions de barils/jour vers l'an 2005, c'est-à-dire l'année prochaine, et 2 millions de barils/jour en 2010, un volume de gaz naturel à exporter de 85 milliards de mètres cube vers 2010. Je rappelle qu'actuellement nous exportons 60 milliards de mètres cubes à destination essentiellement de l'Europe qui est notre marché naturel –le mot naturel est bien souligné- une autre partie est destinée, sous forme de GNL, à la

Turquie que je n'ai pas mentionnée et aux Etats-Unis. Donc ce sont deux grands objectifs que nous avons fixés dans le domaine des exportations.

Les réserves prouvées récupérables au 1^{er} janvier 2002, sont de l'ordre de 38 milliards de barils équivalent pétrole avec une part de 56 % pour le gaz naturel. Le pétrole brut ne fait que 29 % du total des réserves. Déjà, on observe la nouvelle dimension gazière de l'Algérie. Et cette dimension gazière s'est traduite tout au long des années passées, et se traduira probablement, dans le futur, par le changement de la structure de la production et donc des exportations au profit du gaz.

En 1973, presque 85 % de la production était constituée de pétrole brut. La part de pétrole brut représente actuellement à peine 25 % des exportations, le reste étant réalisé par le gaz naturel sous forme GNL, c'est-à-dire liquéfié, ou par gazoduc, le GPL, le condensât et les produits raffinés. En termes de perspectives, notre plan de développement traduit la croissance continue du groupe Sonatrach : les investissements attendus entre 2004 et 2008 sont de l'ordre de 24 Milliards de dollars, dont plus de 76 % dans l'amont, c'est-à-dire l'exploration production et la recherche. Maintenir l'effort dans ce domaine constitue une priorité.

La chaîne gaz, si on raisonne par chaîne, prend 50 %, et la chaîne pétrole seulement 38 %. En 2003 nous avons assuré une production brute de gaz naturel de 85 Milliards, y compris la consommation nationale ; en 2010 le volume des exportations sera de 85 Milliards de mètre cube et comme il y a des besoins de gaz en réinjection et en consommation locale, il y aura donc une production de 117 milliards de mètres cubes et en 2020 de 172 milliards de mètres cubes. Le marché européen, comme je l'ai indiqué tout à l'heure, est un marché naturel pour Sonatrach. Donc nous sommes un fournisseur traditionnel, avec un certain nombre de pays tels que la Russie et la Norvège (bien que la Norvège relève du commerce intra-européen). En termes de géopolitique ou de sécurité d'approvisionnement il faudrait, à mon avis, nuancer la question. Peut-être y reviendra-t-on tout à l'heure. Le commerce international du gaz en Europe, en 2003, était de l'ordre de 208 milliards de mètres cubes, la part de l'Algérie était de 25 % dans ce marché à côté de la Norvège, 32 %, de la Russie, 37 %, du Nigéria et d'autres petits pays tels que le Qatar qui commence à alimenter le marché spot. L'Algérie, comme je l'ai dit, a exporté la majorité de son gaz, soit un volume de 53 milliards de mètres cubes vers l'Europe en 2003, essentiellement vers l'Espagne, 26%, l'Italie, 45 %, et la France 17 %, et il y a bien sûr les autres pays tels que la Belgique, le Portugal, la Grèce, sans parler aussi de la Turquie, de la Slovénie, de la Tunisie et des Etats-Unis d'Amérique.

Pour atteindre les objectifs d'exportation que nous avons fixés, soient de 85 milliards de mètres cube en 2010 et de 100 à 120 milliards en 2020, bien entendu nous envisageons de mener à bien des projets dont certains sont très avancés en termes d'étude ou de réalisation. Dans ce cadre, l'Algérie dispose de deux grands gazoducs, le GME, le Gazoduc Maghreb-Europe et le gazoduc Transmed qui va vers l'Italie. Ces deux gazoducs passent respectivement par le Maroc et par la Tunisie. Ces deux gazoducs peuvent déjà voir augmenter leurs capacités et nous envisageons de construire deux autres gazoducs sous-marins, l'un qui s'appelle Medgaz qui va aller directement en Espagne et qui pourrait aller en Europe, notamment en France à travers les Pyrénées. L'autre gazoduc qui lui va passer par la Sardaigne, éventuellement avec des bretelles vers le continent, l'Italie du Centre, la Corse et éventuellement l'Europe continentale. A ces deux nouveaux gazoducs, deux autres unités de GNL sont prévues dans le plan de développement de Sonatrach, l'une à Skikda et l'autre à Arzew dans le cadre d'un projet intégré qui va être réalisé avec deux partenaires européens, Gas Natural et Repsol qui ont réussi à avoir le contrat. Ce projet va de la production jusqu'à la commercialisation finale sur le marché. Ce sont des partenaires à part entière. Donc on disposera d'une capacité totale qui dépassera les 85 (mais l'objectif arrêté est de 85 milliards) et de nouvelles routes. Deux gazoducs sous-marins directement vers l'Europe, les deux anciens gazoducs dont les capacités peuvent être augmentées, et deux autres unités de GNL. Ceci va se traduire par ce que l'on appelle la flexibilité GN-GNL, c'est-à-dire entre le gaz transporté par méthaniers ou le gaz transporté par gazoduc. Grosso modo l'Algérie possède cette flexibilité, de presque cinquante/cinquante. Cette flexibilité permet à Sonatrach d'assurer des approvisionnements de pointe, d'aller vers des marchés de GNL et de profiter de ce qu'on appelle l'arbitrage lorsqu'il existe un différentiel de prix entre deux ou plusieurs marchés comme entre l'Europe et l'Amérique du Nord .

Comme on le sait, les trois grands marchés du gaz ne sont pas tout à fait interconnectés entre eux. Cette flexibilité permettra d'essayer d'aller vers un marché unique bien que cela soit très utopique pour le moment. Mais dans le futur, je pense qu'avec les nouveaux projets, tels que ceux qui se développeront en Russie, en Asie et en Europe, et même si la Russie vendra du GNL plus tard, cette notion de marché unique se développera. Je ne parle pas du marché unique européen qui est une autre question.

Maintenant, je vais donner quelques détails sur le Medgaz, sur les partenaires du projet, qui va vers l'Espagne, et sur le projet Galsi. Pour le Medgaz les études de faisabilité technique et économique sont terminées. C'est aussi une perfection technologique en termes de profondeur sous-marine. Le projet est

classé en première priorité par l'Union européenne. Il reste donc à concrétiser le projet dont les travaux devraient commencer normalement en 2005. Le Galsi est au stade des études ; bien que la première phase soit terminée, on pense qu'il sera prêt plutôt vers la fin de cette décennie.

J'aurais voulu aussi parler d'un autre projet, un projet africain, qu'on appelle Transafrican gas pipeline, l'ex-projet Nigal, qui va du Nigéria, via l'Algérie rejoindre probablement le grand gisement de Hassi Rmel pour aller vers l'Europe. Ce gazoduc qui a des effets économiques structurants, va essayer d'alimenter les pays voisins tels le Mali, le Niger, avec des bretelles, bien que dans ces pays la consommation soit encore faible. Actuellement, nous sommes au stade des études et nous pensons que le projet a de forts atouts à faire valoir. Ce gaz est issu des gaz torchés au Nigéria, et va donc permettre de réduire le torchage et contribuer à la protection de l'environnement. Le volume se situe entre 15 et 20 Milliards de mètres cubes. Ce sont des gaz lointains puisque leur parcours sera de 4.000 à 5.000 kilomètres, comme le gaz russe qui va venir de régions lointaines pour la satisfaction de la demande gazière de l'Europe.

Sonatrach, je voulais le dire, s'inscrit dans le cadre des réformes économiques, en Algérie, dans le cadre imposé de la globalisation, de la recherche de la compétitivité. Si, dans le passé, nous avons des discussions, des contacts ou des contrats entre groupes, monopoles, tels que Gaz de France/Sonatrach, ENI/Sonatrach, les données ont changé : Privatisations, dérégulation dans les pays consommateurs. Mais dans les pays producteurs nous sommes obligés de réformer notre système. Nous sommes obligés de parler de compétitivité. Nous sommes obligés de parler de concurrence. Le domaine s'ouvre, tout le monde peut venir en Algérie.

Tout le monde peut produire, transporter ou vendre son gaz et son pétrole. Donc il y a eu des changements structurels, institutionnels ; toutes les entreprises intéressées peuvent intervenir en Algérie dans un cadre partenarial pour partager les risques, mais, aussi, partager les gains.

Dans le cadre de son externalisation, le Groupe Sonatrach a développé des activités à l'international. Nous sommes présents au Pérou dans les gisements et le transport. La production a déjà commencé et cette année nous récolterons les premiers revenus de ces projets. Nous sommes en Espagne où nous avons pris des participations dans une unité de regazéification à Ferrol, en Galice et dans des unités de cogénération électrique. Nous souhaitons intervenir en France mais il faudrait que les portes s'ouvrent. Nous avons d'autres projets dans le domaine de l'amont, dans la prise de participation essentiellement en Afrique, au Soudan, au Mali, au Nigéria, au Niger et dans bien d'autres pays où les discussions sont très avancées. Nous avons, pour atteindre nos objectifs en terme

d'exportations, acquis de nouveaux méthaniers. Nous comptons aujourd'hui huit méthaniers et l'année prochaine nous en aurons encore deux supplémentaires. Nous disposerons donc de dix méthaniers qui nous permettront justement de profiter de cette flexibilité nécessaire pour satisfaire la demande du marché du gaz dans le monde de manière générale et en Europe de manière particulière.

Je vous remercie.

JEAN-PIERRE CHEVENEMENT

Merci, Monsieur le Directeur, pour ce passionnant éclairage sur les projets de l'Algérie qui nous tiennent à cœur parce que quand l'Algérie se développe nous considérons que c'est une bonne chose pour l'Algérie mais aussi pour nous.

Je vais maintenant donner la parole à M. Jean Abiteboul, directeur des relations internationales à Gaz de France.

JEAN ABITEBOUL

Monsieur le Ministre, Excellence, Mesdames, Messieurs, compte tenu de l'heure tardive, je vais entrer directement dans le vif du sujet. En période de forte volatilité des prix, il est légitime de s'interroger sur les fondamentaux des marchés de l'énergie et notamment sur ceux du marché gazier en Europe.

Je voudrais d'abord rappeler les grands défis auxquels est confrontée la politique énergétique en Europe, notamment en matière de gaz. Celle-ci doit en effet réconcilier trois objectifs qui peuvent apparaître contradictoires. Sécuriser les approvisionnements à long terme, tout en favorisant l'émergence d'un marché à court terme, construire un véritable marché unique, sans frontières, ni discriminations entre opérateurs, et enfin maintenir la compétitivité du gaz, énergie propre, qui devra grignoter des parts de marché sur les énergies concurrentes. Tout cela bien sûr en garantissant la pérennité des acteurs de cette filière.

Ces mutations du marché gazier européen interviennent dans un contexte de forte croissance de la demande. On retiendra simplement que la demande mondiale de gaz naturel pourrait s'accroître d'environ 80 % d'ici à 2030. En Europe, plusieurs évolutions affectent le marché gazier. La demande est en

croissance significative, on l'a vu. Les marchés, aujourd'hui régionaux, s'internationalisent de plus en plus, mon prédécesseur l'a évoqué. Le Royaume-Uni, on en a peu parlé, qui était un pays fortement producteur, devient importateur net avec l'épuisement progressif des réserves de la mer du Nord. L'élargissement de l'Union européenne change aussi la donne énergétique, les PECO ayant une situation assez fortement différente de celle de l'Europe occidentale. Enfin, les règles du jeu, imposées par les régulateurs, impactent les stratégies et la rentabilité des acteurs, provoquant d'importants mouvements capitalistiques.

Une forte croissance de la demande de gaz naturel est attendue. La consommation annuelle moyenne devrait en effet s'accroître de 2,5 % entre 2000 et 2020, ce qui représente en Europe une augmentation cumulée de plus de 50 %. La part du gaz dans le bilan énergétique devrait ainsi passer de 23 %, en 2000, à 32 %, en 2020. On l'a peu dit, mais la génération d'électricité constituera un vecteur fort de développement de la consommation de gaz naturel puisqu'en 2010, le gaz naturel pourrait être à l'origine de 45 % de l'électricité produite, contre 16 % en 2004.

La seconde évolution mentionnée est la globalisation du marché gazier international. Jusque récemment, il y avait quatre marchés, qui n'étaient pas interconnectés : les Amériques, l'Asie, l'Europe et le marché intérieur russe. Entre ces quatre zones, il n'y avait pas d'échanges, chacune d'entre elles ayant ses propres fournisseurs et les prix obéissant à une logique économique régionale. En effet, contrairement au pétrole, les coûts de transport du gaz sont très élevés. Avec l'augmentation des prix de l'énergie et les progrès technologiques, notamment pour le GNL, l'internationalisation entre les USA, l'Europe et l'Asie est désormais en marche.

Il est intéressant, à ce niveau de l'exposé, de faire un point particulier sur le GNL : de 33 Milliards de mètres cubes en 2001, soit 22 % des importations, le GNL devrait contribuer à hauteur de 60 gigamètres cubes à l'approvisionnement gazier de l'Europe en 2010. Un des traits caractéristiques du marché du GNL est qu'il est global par définition, la flexibilité du transport maritime créant des interconnexions entre des régions apparemment isolées. D'ailleurs, pour rebondir sur l'exposé de M. Prostakov, il y a bien des discussions entre Gazprom et Gaz de France concernant des partenariats dans le GNL, ce n'est pas un secret, et nous initions d'ailleurs de telles discussions avec l'Iran.

Le troisième point concerne la sécurité des approvisionnements, dont l'Union européenne a compris qu'elle constituait un sujet sensible. A l'occasion de l'ouverture des marchés, on a beaucoup parlé de la compétition gaz-gaz. Dans un premier temps, la commission européenne était moins sensible à la question de la sécurité des approvisionnements. Elle a compris que c'était une erreur et elle a rapidement rectifié le tir. En 2001, les quinze Etats-membres produisaient 56 % du gaz qu'ils consommaient mais, avec l'épuisement progressif des réserves britanniques et hollandaises la production européenne est condamnée à se réduire et, en 2020, l'Europe élargie sera dépendante à plus de 75 % de l'extérieur pour son approvisionnement gazier.

Cette baisse des ressources locales entraîne une dépendance à l'égard des producteurs non européens, qui étaient traditionnellement la Russie, la Norvège – on a dit que la Norvège pouvait effectivement entrer dans la catégorie des producteurs européens –, l'Algérie, à partir de l'an prochain l'Egypte – on n'en a pas parlé. La diversification de nos portefeuilles d'approvisionnement s'impose désormais ; des partenariats existants ou à créer avec la Libye, le Qatar, Oman et, sur le plus long terme, l'Iran sont essentielles. Les conséquences immédiates de ces évolutions sont le besoin d'investissement majeur pour faire face à la mise en exploitation de nouvelles réserves et au transport sur de très longues distances du gaz naturel. Certes le marché européen est déjà en grande partie interconnecté – on a vu tout à l'heure des cartes. Cependant, les nouvelles sources d'approvisionnement de l'Europe et l'expansion du GNL obligent les compagnies européennes à développer leurs infrastructures de transport et de regazéification et à en créer de nouvelles.

A la question : faut-il s'inquiéter pour l'approvisionnement de l'Europe ? La réponse est négative, car les réserves existent et sont suffisantes pour couvrir les besoins : on l'a vu tout à l'heure, plus de soixante-dix années de consommation. La condition de cette sécurité est la réalisation des investissements correspondants. Le niveau est impressionnant par son montant : de l'ordre de 300 milliards de dollars à l'horizon 2020, mais il n'est pas préoccupant en soi. Les capacités de financement existent sur le marché des capitaux, pour autant que la stabilité des règles du jeu du marché, des règles institutionnelles, permette le montage des financements correspondants.

Un aspect que l'on a moins abordé ce soir, c'est un aspect assez aride et je passerai très rapidement, ce sont les questions institutionnelles et les nouvelles règles d'organisation du marché gazier européen. La question se pose en effet de savoir comment la régulation répond aux enjeux de la sécurité

d'approvisionnement et au maintien de la compétitivité des acteurs et de l'énergie gaz naturel. Les directives de l'Union européenne ont créé, depuis août 2000, le cadre réglementaire des processus d'ouverture des marchés. Elles ont mis en place les outils pour la création d'un marché unique de l'énergie, qui succéderait aux marchés nationaux. Ces directives définissent les règles d'une concurrence non discriminatoire, les séparations notamment comptables, parfois juridiques, entre activité régulée et non régulée et la mise en place de régulateurs indépendants. Il y a cependant encore du chemin à parcourir pour que la mise en œuvre de ces directives puisse être considérée comme achevée. Pour finir sur cet environnement réglementaire, il convient de mentionner – l'un de mes prédécesseurs l'a fait – la ratification récente par la Russie du protocole de Kyoto, même si les Etats-Unis, eux, sont en retard dans ce processus.

Les problèmes liés aux changements climatiques, aux émissions de CO₂, appellent une accélération des efforts en matière d'efficacité énergétique, mais ces évolutions ouvrent également la voie à de nouvelles coopérations, par exemple les permis d'émission. En France, les deux directives de l'Union européenne sont désormais transposées dans notre droit national. On était un tout petit peu en retard pour la première, mais on l'a rattrapé. La France fait donc face désormais à toutes ses obligations en la matière. Depuis juillet 2004, 70 % du marché du gaz naturel sont ouverts à la concurrence, ce qui représente près de 530.0000 sites et une consommation annuelle de 350 terawattheures. Tous les consommateurs, à l'exception des consommateurs domestiques, sont désormais éligibles et les consommateurs domestiques le deviendront en principe en juillet 2007. Aujourd'hui, une centaine de sites a changé de fournisseur, ce qui représente à peu près 15 % du volume total éligible. La CRE – Commission de régulation de l'énergie – est le régulateur indépendant français. Elle a noté que l'ouverture à la concurrence est maintenant une réalité dans notre pays, à l'exception peut-être de la région Sud, où la congestion dans les réseaux de transport limite l'accès des nouveaux entrants. Pour y remédier, Gaz de France a accepté de mettre en place un système de « gas release », de mise aux enchères du gaz pour ses concurrents, qui a été un succès.

A titre de conclusion, je voulais dire que j'avais passé sous silence, faute de temps, les liens étroits entre les crises géopolitiques et les routes du gaz, les soubresauts du Caucase, la Caspienne, les événements ukrainiens. Mais M. Roubinski y a fait allusion et puis il y a dans cette salle des experts des questions géopolitiques. J'ai noté, je suis un peu intimidé, l'arrivée du président Gutmann qui, peut-être, nous en parlera. En tout cas, il est vrai que les considérations du

marché gazier sont avant tout des considérations techniques, d'offres, de demandes, mais les considérations géopolitiques aussi, on l'a vu, sont fondamentales.

Si vous le voulez bien, ma dernière phrase sera pour Gaz de France et c'est d'ailleurs un point qui pourrait être un peu polémique, puisque ce sont toutes ces évolutions, en termes de régulation, d'ouverture de marché, qui ont changé complètement le profil de risque des acteurs traditionnels dans le domaine gazier. Et ces acteurs, qui s'étaient spécialisés sur certains segments de marché – il y avait des acteurs spécialisés dans l'amont, d'autres dans l'aval, d'autres dans le midstream –, ont vu leur profil de risque bouleversé et ont donc été amenés à bousculer les séparations traditionnelles entre métiers pour s'intégrer à l'ensemble de la chaîne de valeur de gaz et ainsi mitiger leurs risques. De plus, on a vu une course à la taille s'accélérer, compte tenu de cette accélération sur l'ensemble de la chaîne et compte tenu des besoins d'investissement qu'on a signalés tout à l'heure pour faire face à l'accroissement de la demande. Compte tenu de cette course à la taille et de ces bouleversements, Gaz de France ne pouvait pas rester indifférent, au risque de se marginaliser et de devenir un acteur régional de second rang. C'est dans ces circonstances qu'est intervenu le changement de statut de l'entreprise, avec pour corollaire l'abandon du principe de spécialité, qui lui permet maintenant de se diversifier dans d'autres sources d'énergie que le gaz, ainsi que sa prochaine mise sur le marché, puisque le gouvernement a donné son feu vert pour une mise en bourse de Gaz de France au cours du premier semestre 2005. Ces évolutions donneront à Gaz de France les moyens de rester manœuvrant et de garder sa place dans le peloton de tête des acteurs énergétiques européens.

Je vous remercie.

JEAN-PIERRE CHEVENEMENT

Je remercie M. Abiteboul qui nous a mis tout de suite au contact des réalités françaises et européennes. Donc le débat va s'ouvrir et je vais demander au Président Gutmann de me rejoindre puisque je vois que son nom figure à la tribune. Comme je sais que vous avez des choses dérangeantes à dire, je vais vous donner tout de suite la parole et ensuite à la salle, puis nous concluons parce que les meilleurs colloques ont une fin. Nous sommes tout ouïe, Monsieur l'Ambassadeur.

Le gaz naturel est un produit nouveau, il n'a pas quarante ans, c'est très peu d'années, et pourtant il a connu, pendant ce laps de temps relativement court, un grand développement et de profondes transformations.

Il y a quelques années encore, la situation en Europe était très simple. Elle comportait un petit nombre de grands acheteurs européens et pour l'essentiel un petit nombre de fournisseurs extérieurs.

Le coût de transport était particulièrement élevé -cinq à six fois celui du pétrole-. Les acheteurs étaient donc conduits à s'adresser aux fournisseurs les plus proches et à rechercher auprès d'eux une sécurité à long terme d'approvisionnement à des prix à peu près corrects. Pour les fournisseurs, ce qui importait, c'était précisément d'avoir des débouchés proches et qui soient suffisamment sûrs à long terme pour leur permettre de mobiliser les moyens nécessaires au financement de leurs investissements. Leurs rapports se trouvaient ainsi fondés sur des contrats "take or pay".

Troisième caractéristique de cette situation de l'Europe : les sociétés gazières, acheteurs ou fournisseurs, étaient plus ou moins liées à l'Etat. Ceci pouvait présenter un risque de politisation des rapports. Comme Secrétaire général du Quai d'Orsay, en 1982-83, j'ai connu les vaines interventions américaines pour que le gouvernement interdise à Gaz de France d'acheter le gaz russe d'Urengoi. En 1988, Président de Gaz de France, j'ai eu à dénouer l'affaire du gaz algérien ; en 1981, le gouvernement français avait voulu assurer une relance des relations générales avec l'Algérie en lui consentant un prix favorable, mais ensuite, peu à peu, les choses s'étaient gâtées et, en 1988, ce problème du gaz était devenu l'élément premier pourrissant les rapports entre les deux pays.

D'un autre côté, il était bon que l'Etat soit ainsi proche des producteurs et des consommateurs, et, au total, tout fonctionnait plutôt bien, malgré les crises passagères.

Deux séries d'événements ont fait qu'en quelques années la situation a été profondément changée. L'une tient à l'Union européenne, l'autre à l'évolution générale de l'industrie du gaz à travers le monde.

L'Union européenne trouvait prodigieusement choquant ce régime européen du gaz. Un petit club de sociétés plus ou moins étatiques, des contrats à long terme "take or pay", tout ceci semblait parfaitement iconoclaste au regard de l'idée qu'on pouvait avoir d'un marché unique libéral. Les discussions ont commencé tendant à remettre en cause le système. Elles ont duré à peu près une douzaine d'années. La difficulté première a été de convaincre Bruxelles que, lorsqu'on invoquait la sécurité d'approvisionnement, ce n'était pas pour faire obstacle à la libéralisation, mais parce qu'il y avait un réel problème de sécurité d'approvisionnement de l'Europe. Il faut rendre justice aux partenaires fournisseurs de la France, s'ils sont entrés dans le débat, ils n'en ont pas tiré prétexte pour le politiser. Et pourtant, il aurait été possible, à l'Algérie par exemple, de dire qu'il était paradoxal pour l'Union européenne de lancer le processus euro-méditerranéen de Barcelone, et de ne pas vouloir prendre en compte la nécessité pour l'Algérie de stabiliser ses débouchés gaziers. De même, il était paradoxal de se préoccuper de la stabilité de la Russie nouvelle, et de ne pas vouloir assurer la continuité de ses fournitures de gaz.

Mais enfin, tout le monde a fini par être raisonnable, il n'y a pas eu de drame politique, et, vous le savez, on est arrivé finalement à des arrangements. Les contrats "take or pay" ont été sauvés. Mais des dispositions nouvelles ont été instaurées. D'abord, concernant la clause de destination. Pour résumer, si on prend l'exemple italien, l'ENI italienne peut maintenant revendre en Italie du gaz algérien ou russe, mais les Russes ou les Algériens peuvent vendre en Italie du gaz à d'autres que l'ENI. D'autre part, il y a des possibilités d'importations "spot". Enfin, les gaziers traditionnels sont obligés de mettre à disposition des importateurs, quels qu'ils soient, contre rémunération, leurs propres réseaux de transport.

On pourrait penser qu'au fond tout cela est à peu près satisfaisant. Avec les contrats "take or pay", la sécurité d'approvisionnement, pour l'essentiel, est assurée et la face est sauvée pour Bruxelles avec ces dispositions sur le "spot", la clause de destination, etc. En réalité la situation est beaucoup plus complexe, car il y a eu les évolutions gazières générales que je voudrais maintenant rapidement résumer.

- Le premier facteur a été une certaine internationalisation de l'industrie gazière, internationalisation largement due à deux phénomènes : d'une part, la progression du gaz naturel liquéfié, et, d'autre part, le fait que les coûts de transport ont commencé de diminuer tout en restant tout de même assez lourds. Ils ont diminué du fait de la taille des méthaniers, de

la taille des installations de liquéfaction, etc. Aujourd'hui, on peut transporter du gaz dans des conditions raisonnables à plus de 10.000 kilomètres.

- Deuxième facteur, la place prise par la production d'électricité à partir de gaz. Les électriciens représentent dès maintenant un grand débouché de celui-ci, qui est appelé à augmenter. L'inconvénient est que les électriciens n'ont pas une vision très claire de ce que sera leur développement à partir du gaz, que, d'autre part, ils n'ont pas l'expertise des gaziers quant à l'achat du gaz. Pour l'heure, ils sont donc souvent un facteur plutôt perturbateur, avec des erreurs de prévision de certains électriciens, comme on en a vu en Europe, pour ne pas parler de la Californie. Cette évolution électricienne est fondamentale, elle n'est pas actuellement un facteur de stabilité.
- Troisième élément, l'intervention de plus en plus active des pétroliers. Pendant longtemps, les pétroliers ne poussaient pas trop au développement du gaz naturel, dans lequel ils voyaient un concurrent pour le pétrole. A présent, ils ont pris pleinement conscience de l'importance du gaz naturel. Ce sont principalement eux qui ont la capacité financière pour faire les investissements requis par le développement du gaz avec les sociétés nationales productrices. Or, les pétroliers n'ont pas la préoccupation première de sécurité d'approvisionnement qui était celle des gaziers traditionnels consommateurs ; ils ont beaucoup plus une pratique, et surtout une motivation tenant au marché.

Tout ceci évidemment modifie profondément les données de la situation gazière pour l'Europe, alors que la consommation mondiale ne cesse de progresser. Elle représente aujourd'hui 20 % de la consommation mondiale d'énergie, le gaz naturel est en train de dépasser le charbon. Avec l'internationalisation, les Etats-Unis achètent à l'Algérie, à la Norvège et concurrencent l'Europe auprès de ses fournisseurs traditionnels. Certes, l'Europe va en Oman, au Qatar, etc., mais c'est plus lointain et, là, elle est de plus en plus concurrencée par les achats d'une Asie en plein développement. Or, tandis qu'elle a à faire face à cette concurrence, elle-même a des besoins de plus en plus importants en gaz et devient donc de plus en plus dépendante de l'extérieur. La France l'est, hélas, depuis un certain temps, à plus de 95 %. Mais c'est l'Europe tout entière qui le devient de plus en plus. Deux facteurs vont accroître cette dépendance : premièrement, la diminution progressive de la

production britannique, et deuxièmement l'élargissement de l'Europe, si bien que celle-ci, avant quinze ou vingt ans, sera dépendante à plus de 75 % de ses importations de gaz.

Alors, bien sûr, notre sécurité en approvisionnement est en principe assurée avec la sauvegarde des contrats. Certes aussi la Russie, l'Algérie, la Norvège ont intérêt à conserver des débouchés importants en Europe. Mais l'internationalisation croissante du commerce du gaz leur permettra de plus en plus de diversifier leurs débouchés sans nécessairement privilégier l'Europe. La question qui se pose pour les Européens est donc de savoir comment, outre les contrats "take or pay" et, aussi, d'éventuels investissements sur place, ils peuvent renforcer leurs relations gazières avec, notamment l'Algérie et la Russie. De ce point de vue, il me paraît exister deux approches, qui sont complémentaires, aucune des deux n'étant en elle-même suffisante.

- La première est économique. Les grands producteurs de gaz, comme l'Algérie par exemple, mais c'est vrai aussi de la Russie, de la Norvège, ne peuvent plus se satisfaire de vendre du gaz à des gens qui vont ensuite le commercialiser dans leur pays, en tirant, seuls, profit de cette valorisation. Il y a douze ans, quand j'étais Président de Gaz de France, j'avais proposé à la Sonatrach, à Total, à EDF, la construction d'une centrale électrique au gaz à Fos et une association en participation depuis le gisement jusqu'à la vente de l'électricité, c'est-à-dire qu'on mettrait en commun les coûts et on partageait les profits. La vérité "historique" m'oblige à dire que Sonatrach et Total étaient d'accord et que c'est EDF qui a rendu impossible la réalisation de ce projet. Mais enfin, les temps ont évolué et, par exemple, la Sonatrach est en train de passer avec les Espagnols un accord qui va lui permettre d'être largement associée au produit de la commercialisation du gaz en Europe, hors d'Espagne du moins. Il y a dans cette sorte d'intégration plus grande, cette combinaison d'intérêts entre grands fournisseurs et grands acheteurs, un facteur de renforcement des liens, qui me paraît indispensable.
- Mais il y a aussi l'approche politique, pas au sens que j'évoquais en commençant. Notre sécurité d'approvisionnement dépendra de la politique d'ensemble que nous saurons mener vis-à-vis de nos grands fournisseurs. Avec l'Algérie, une nouvelle phase de rapports entre les deux pays est engagée. L'Algérie trouve un intérêt politique dans le

renforcement des liens avec l'Union européenne et avec la France. Cela s'inscrit d'ailleurs dans une évolution générale des pays du Maghreb.

Le problème avec la Russie est beaucoup plus compliqué. Français ou Européens se demandent parfois si la Russie est européenne ou asiatique. Je pense que la préoccupation majeure de M. Poutine est d'être Russe, Russe au sens de la nation impériale de toujours. Il ne s'agit pas de faire plaisir aux Européens, il s'agit de défendre l'intérêt de la Russie et tout ce qui permet à la Russie de retrouver, au-delà des crises qu'elle a pu connaître, sa grandeur et sa puissance passées. Or, de ce point de vue, nous nous trouvons avec une Russie qui contrôle de plus en plus ses sociétés d'hydrocarbures, il n'y a pas que Gazprom, mais je cite notamment Gazprom, en face d'Européens, dont le marché s'est libéralisé, dont les sociétés gazières s'éloignent de plus en plus de l'Etat, si bien qu'il est évident que le gaz peut devenir plus aisément, dans les rapports entre la Russie et l'Europe, l'instrument de moyens unilatéraux de pression dans certaines situations. On ne peut donc pas penser la sécurité européenne d'approvisionnement du gaz, notamment en provenance de Russie, sans la replacer dans la perspective plus générale des rapports de l'Union européenne avec la Russie, en particulier des grands pays occidentaux. (-Car, ce n'est pas médire des nouveaux Européens de l'Est de dire qu'il n'est jamais bon de confier les relations de grand voisinage à des voisins qui sont par trop immédiats-).

Je résume : le gaz naturel reste évidemment un élément majeur des relations de voisinage avec l'Algérie, avec la Russie, mais ce serait une erreur de penser qu'il suffit aujourd'hui de quelques concessions commerciales opportunément consenties pour assurer la sécurité de nos approvisionnements. Il y a à rechercher les formes d'une plus grande implication d'intérêts, ce sont les formules d'intégration que j'évoquais tout à l'heure. Il y a à prendre conscience de ce que le gaz est un élément, certes important, mais un élément parmi d'autres de relations politiques d'ensemble qui sont, elles, l'essentiel.

Monsieur le Ministre, je vous remercie

JEAN-PIERRE CHEVENEMENT

Merci Monsieur l'Ambassadeur, c'était un exposé lumineux. Nous vous en remercions très sincèrement. Le débat est ouvert si vous le voulez. Oui Monsieur, je vous en prie, si vous voulez bien vous présenter.

Question de la salle :
L'approvisionnement énergétique est-il source de conflit ou incitation à une coopération pacifique ?

Personne ne peut vous répondre. Chacun a là-dessus son avis. Disons que l'énergie est aussi certainement derrière des tensions, des conflits même visibles à l'œil nu, donc je ne vais pas commenter davantage.

Je pense qu'il faut mesurer le poids de l'énergie dans la relation internationale - un poids considérable - et l'importance de la variable pétrolière, du prix du pétrole et du gaz qui lui est associé. C'est colossal. Qui tient le pétrole tient l'équilibre financier du monde. Ce n'est pas pour rien que les Américains ont décidé d'occuper le Moyen-Orient depuis 1990. On peut avoir une vision plus optimiste. Monsieur l'Ambassadeur d'Iran, tout à l'heure, a esquissé un monde de concorde et de paix que nous ne pouvons que souhaiter, notamment au Moyen-Orient mais chacun voit bien qu'au Moyen-orient il y a quand même quelques problèmes pendants qui risquent de ne pas s'arranger très vite ! La création d'un Etat palestinien viable qui serait le garant de la sécurité d'Israël, le retrait des forces américaines d'Irak, tout ça risque de prendre un peu de temps... La normalisation avec l'Iran, la mission de nos trois ministres des affaires étrangères, les négociations ô combien complexes forment un ensemble fragile. Les élections irakiennes auront lieu en janvier. Les Chiïtes d'Irak sont quand même la majorité, normalement cela devrait se voir. Donc on va se trouver dans une situation complexe et qui probablement n'a pas été prévue par ceux qui ont envahi l'Irak sous prétexte d'y détruire les stocks d'armes de destruction massive. C'est quand même quelque chose de très nouveau.

Monsieur l'Ambassadeur a l'air de considérer qu'on peut vous faire une meilleure réponse. Il a raison.

FRANCIS GUTMANN

Non, pas une meilleure réponse, mais une réponse moins triste. Je crois qu'il faut bien distinguer deux choses. Cette industrie n'a que quarante ans. Il est

extraordinaire qu'une industrie se développe aussi vite. Il est extraordinaire que cette consommation continue de se développer vite et on vous a dit, durant toute cette soirée, qu'il y a des réserves considérables. Donc si on se limite au strict aspect gazier, oui on est optimiste. Ceci étant, l'importance des hydrocarbures fait qu'en politique il y a nécessairement des débats autour de ces hydrocarbures, qui se doublent maintenant d'une réorganisation complète d'un marché en formation et d'une concurrence nouvelle. Donc, il faut bien distinguer : oui, on est optimiste si on se limite à l'énergie ; on ne peut pas être tout à fait optimiste si on prend en compte l'importance du gaz dans la politique et les concurrences commerciales qui sont également nouvelles.

MOHAMED MAZARI BOUFFARES

On avait annoncé, il y a dix ans, des catastrophes : les prix seraient de 60 à 70 dollars le baril, plus de réserves, pénurie, catastrophisme général. Ensuite il y a eu les rapports du club de Rome : plus de réserves, croissance démographique très forte. Mais on observe que par la suite tout est rentré dans l'ordre. Plus ou moins, parce que les intérêts des uns et des autres, aussi bien producteurs que consommateurs, entreprises qu'institutions internationales ont abouti à ce qu'on recherche une espèce de convergence arrangeant tout le monde. C'est ce qui va se passer pour le gaz. On retrouve, malheureusement, certains réflexes qui ont été utilisés dans le passé. Pour les réserves, il y a deux écoles a dit M. Sarkis tout à l'heure : l'école pessimiste et l'école optimiste. Moi je fais partie de l'école optimiste parce que je connais la réalité mais quand le sujet est abordé, peut-être de manière politicienne, un climat de pessimisme, d'incertitude, de catastrophisme s'installe. Ce qui est recherché, ce qu'il conviendrait peut-être de privilégier, c'est la concertation, le dialogue, la discussion, parce que les intérêts sont partagés. C'est peut-être de l'angélisme mais il faudra bien le faire un jour parce que le monde est devenu une île. Voilà, c'était mon commentaire sur la question.

YOURI ROUBINSKI

Du moment où Monsieur l'Ambassadeur m'a fait l'honneur de m'adresser directement quelques remarques, très bien intentionnées d'ailleurs comme toujours, je voudrais faire une toute petite mise au point. Prenons la situation de l'Ukraine. Je suis né à Kiev donc je ne peux pas être indifférent à ce pays, mais je

n'aborderai que l'aspect strictement énergétique et plutôt gazier du problème. La Russie avait, en dehors de tout lien historique, au niveau de ses intérêts énergétiques des soucis et depuis bien longtemps, avec l'Ukraine, qui concernaient la sûreté de ses transports, du transit, qui était, disons-le, souvent détourné. Le fait que Mme Timochenko, qui est au centre même de la révolution orange, soit au cœur en même temps de l'industrie gazière ukrainienne n'est pas tout à fait étranger à ce qui s'est passé récemment. D'après ce que je peux comprendre, les décideurs russes, à commencer par le Président Poutine, ont entrepris dernièrement un certain nombre de démarches pour dénouer le nœud proposant de faire un « deal », un agrément, garantissant aux Ukrainiens l'approvisionnement à des conditions abordables pour eux par le gaz russe, contre les assurances suffisamment crédibles de la part du gouvernement ukrainien. Et ils ont fait un autre geste très important en associant Ruhrgaz à cette ébauche de solution. En même temps, les capitaux russes sont venus s'investir dans le secteur énergétique de l'Ukraine et tout ceci paraissait à vrai dire assez encourageant. Et puis, qu'est-ce qu'il advient ensuite ? Bien avant les événements politiques, M. Poutine a mis l'accent sur ses rapports avec ses voisins, sur le projet de ce qu'on appelle « l'espace économique des quatre », c'est-à-dire le Kazakhstan, la Biélorussie, l'Ukraine et la Russie. Et cet espace économique allait de pair avec le projet de quatre espaces communs entre l'Union européenne et la Russie, idée avancée en 2003 à Saint-Pétersbourg. Alors, pour les Russes, et cela j'en suis tout à fait certain, les deux projets étaient compatibles, et l'énergie était au cœur. Alors que se passe-t-il ensuite ? Les responsabilités de la crise qui est advenue ensuite sont partagées, c'est le moins qu'on puisse dire. Au moment même où Moscou a tenté de prendre en compte, notamment l'invitation des Allemands dans l'arrangement avec les Ukrainiens dans le domaine énergétique, gazier notamment, M. Chris Patten, Commissaire européen, a publié une déclaration publique qui m'a, à vrai dire, fort étonné. Elle était à l'adresse du gouvernement ukrainien, pour lui indiquer que les deux projets n'étaient pas compatibles, que l'Ukraine devait choisir entre l'espace économique commun avec les trois autres pays de l'ex-union soviétique et le voisinage - le terme de voisinage était encore en gestation - avec l'Europe. A vrai dire cette démarche m'a paru absolument incongrue. D'abord elle a donné aux dirigeants russes, à commencer par le Président, l'idée qu'on veut rééditer en Ukraine le coup de « reposer les roses » géorgiennes derrière lequel il y avait quand même, - et ça personne ne peut le nier - l'affaire de l'oléoduc Bakou. Cela a mis de l'huile sur le feu et je suis profondément attristé par le fait que des deux côtés - je répète, des deux côtés - on a transformé une affaire d'intérêt commun pour l'Union européenne, pour la Russie, et pour l'Ukraine, en objet de contestation qui a fini par prendre une tournure politique transformant

l'Ukraine en une sorte de champ de bataille digne de la guerre froide. Je me réjouis que tout dernièrement il y ait eu enfin, après quelques développements en Ukraine que je trouve encourageants, une déclaration commune des ministres des Affaires Etrangères de l'OTAN et de la Russie qui en appelle à la liberté du peuple ukrainien de décider de son sort. Attendons le 26 décembre, le troisième tour des élections ukrainiennes, mais de toute façon, quel que soit le résultat, je crois aux intérêts des Européens, des Russes et des Ukrainiens d'abord. Le lien rompu entre les intérêts, dans un arrangement à trois si l'on peut dire, doit être rétabli pour éviter que ce que nous avons vécu dernièrement ressemble à une époque révolue.

CONCLUSION DE JEAN-PIERRE CHEVENEMENT

Il serait bien prétentieux de ma part de vouloir apporter une conclusion à un débat aussi passionnant et que « Res Publica » n'a initié que pour lui permettre de toucher un nombre toujours croissant d'acteurs, pour élever le niveau de conscience sur ces sujets trop peu connus.

J'ai été très impressionné par les développements de Nicolas Sarkis consacrés au « peak oil », d'ores et déjà atteint par de nombreux pays, et non des moindres, et par sa réflexion en forme d'aphorisme : « Le successeur du pétrole sera ... le pétrole, mais beaucoup plus cher ». Il me semble que ce renchérissement prévisible des coûts à long terme doit entraîner dès maintenant quelques choix politiques simples.

A. Renforcement de notre relative autonomie énergétique.

La dépendance croissante de l'économie européenne pour ses approvisionnements énergétiques et le renchérissement prévisible du coût des énergies fossiles doivent nous inciter à prendre toutes les mesures nécessaires au renforcement de notre très relative autonomie énergétique dans le long terme.

1. Il en va ainsi pour le renouvellement de notre parc électro-nucléaire engagé avec le lancement bienvenu du prototype de l'EPR. La tentation de la « sortie du nucléaire » intériorisée au niveau communautaire doit être plus résolument combattue.
2. Pour cela, notre politique de recherche doit être renforcée considérablement sur le traitement des déchets ultimes et sur les

réacteurs de quatrième génération. De même la France et l'Europe doivent-elles davantage investir sur les énergies du futur (fusion (projet ITER) – économie de l'hydrogène – pile à combustible). Il est très préoccupant de voir l'Europe largement distancée en matière de recherche sur l'énergie par les Etats-Unis et le Japon qui y consacrent chacun 1,2 Milliards de dollars par an, tandis que le premier pays européen, l'Allemagne, n'investit dans ce secteur que 230 Millions de dollars. Si les Etats-Unis ne se préoccupent pas assez d'économiser l'énergie, l'Europe, quant à elle, n'investit pas assez dans les énergies du futur. L'adoption d'une loi d'orientation et de programmation pour la recherche pourrait être l'occasion d'une réflexion dans ce sens.

3. Parallèlement doit être poursuivie la politique d'incitation aux économies d'énergie dans le cadre de la mise en œuvre du protocole de Kyoto. Un vaste domaine de coopération en matière d'efficacité énergétique s'ouvre à cet égard avec la Russie.

B. En matière pétrolière, la stabilisation du Moyen-Orient et la normalisation des relations entre l'Europe et l'Iran engagée avec la mission des trois ministres français, allemand et britannique des Affaires Etrangères revêtent un intérêt prioritaire. La création d'un Etat palestinien viable et le retrait des troupes américaines d'Irak doivent contribuer à assécher le terrain sur lequel se développent l'intégrisme et le terrorisme. L'Iran a un rôle stabilisateur à jouer pour permettre le dégageant américain d'Irak dans des conditions qui préservent l'unité de ce pays. La France et l'Europe peuvent peser efficacement pour permettre la désescalade. Parallèlement il est nécessaire de poursuivre une politique de diversification de nos approvisionnements.

C. C'est dans le secteur du gaz que des choix politiques doivent être faits en raison même de la rigidité des structures d'approvisionnement par gazoducs ou par méthaniers, rigidité en elle-même favorable à l'établissement de rapports pacifiques de longue durée.

1. Le renforcement des capacités de transport par gazoducs en provenance de Russie, du Maghreb et peut-être d'Iran via la Turquie peut permettre une véritable interconnexion à l'échelle d'une grande Europe élargie à la fois vers l'Est et vers le Sud.

2. Libéralisation du marché de l'énergie en Europe et concentration dans les pays producteurs. La libéralisation du marché de l'énergie dans l'Union européenne entre inévitablement en contradiction avec la conclusion de contrats d'approvisionnement à long terme. Le développement de marchés « spot » à partir du gaz fourni par méthaniers et l'interconnexion croissante des marchés demeurés jusqu'à présent régionaux introduisent des dimensions nouvelles à prendre en compte. Certes, on observe que la libéralisation en Allemagne a conduit à un renforcement de la cartellisation à travers l'absorption par l'électricien E.on du gazier Ruhrgas et le rachat par celui-ci de réseaux de transport et de distribution en Europe centrale. Reste qu'un certain équilibre devra être maintenu afin de favoriser des rapports stables dans la longue durée.
3. En France même, le renforcement des capacités des ports gaziers de Fos sur Mer et de Montoir de Bretagne s'impose. La chaîne GNL ne manquera pas de se développer et créera les conditions d'un véritable marché mondial du gaz entre les producteurs (Moyen-Orient, Afrique, Russie) et les grandes zones de consommation (Europe, États-Unis, Chine, Japon).
4. Pour favoriser des relations à long terme, une certaine intégration est sans doute inévitable : prise de participations des pays consommateurs dans les gisements de gaz et association des pays consommateurs aux bénéfices de la commercialisation.
5. Au plan industriel il est important que la France et l'Europe conservent des entreprises capables de fabriquer des méthaniers, des usines de liquéfaction et de regazéification, des compresseurs, du matériel de forage et de pompage, etc. Le secteur parapétrolier revêt une importance stratégique essentielle. Il est important d'y promouvoir la recherche en vue d'une constante amélioration des technologies. Le secteur parapétrolier peut fournir la base d'une coopération technologique avec les pays producteurs : Algérie, Iran et Russie (chaînes GNL – méthaniers).
6. En l'absence de politique énergétique européenne à long terme que la libéralisation du secteur de l'énergie ne saurait remplacer, il est important de faire travailler ensemble, au niveau franco-allemand, les principaux acteurs gaziers pour favoriser, à l'Est comme au Sud, les

projets d'intérêt commun. Un groupe de travail franco-allemand pourrait être mis en place dans le cadre de la coopération bilatérale entre les deux pays.

D. Au niveau politique, une réflexion géostratégique s'impose pour concilier le partenariat privilégié avec la Russie et le partenariat euro méditerranéen.

1. Les pays de transit en Europe centrale doivent bénéficier de la croissance des flux et des bénéfices associés (péages). La réalisation de nouvelles infrastructures implique le renforcement du partenariat entre la Russie et l'Union européenne. Pour prendre deux exemples : l'extension de l'OTAN à l'Ukraine doit être fermement écartée ; de même le resserrement de nos relations avec la Turquie, quelle qu'en soit la forme, doit ménager, particulièrement dans la zone sensible du Caucase, le partenariat stratégique avec la Russie.
2. Le souci de stabiliser la relation avec la Russie dans le long terme peut aussi se traduire par la participation de l'Union européenne aux programmes d'économies d'énergie (réseaux de chauffage urbain) et à l'exploitation et au financement des infrastructures pétrolières et gazières sur le territoire russe, y compris en direction de la Chine et du Japon. Il faut penser la dimension eurasiatique dans le long terme. La Chine et le Japon doivent aussi pouvoir diversifier leurs approvisionnements. La Russie et le Moyen-Orient sont les deux plaques tournantes de l'équilibre énergétique global de l'Eurasie.
3. La dimension euro méditerranéenne et eurafricaine mérite elle aussi une réflexion spécifique. Comme la France, l'Italie, l'Espagne mais aussi l'Allemagne ont intérêt à une certaine diversification de leurs approvisionnements. L'interconnexion des réseaux mérite d'être renforcée. L'Afrique est un problème dont l'Europe ne peut se désintéresser. Elle doit aussi veiller à lui offrir des débouchés et des ressources, non pas seulement à travers le pétrole et le gaz mais aussi par l'exploitation des gigantesques possibilités de l'énergie hydraulique en Afrique Centrale, ce qui implique des financements à taux zéro de la part du FMI (et pourquoi pas l'émission de DTS additionnels ?).

Conclusion

L'absence d'une vision européenne commune a pu être palliée jusqu'à maintenant par une certaine complémentarité naturelle entre les politiques d'approvisionnement de l'Allemagne d'une part et celles de la France et de l'Europe méditerranéenne d'autre part. Mais l'acuité croissante des problèmes d'approvisionnement énergétique oblige aujourd'hui à une prise de conscience politique à long terme et à un renforcement de nos liens de coopération avec les pays producteurs. La création d'un groupe de travail franco-allemand préparerait utilement une réflexion plus large et pourrait nourrir des initiatives concrètes.

Qu'on le veuille ou non, les problèmes de l'énergie seront au cœur du partenariat euro méditerranéen comme du partenariat stratégique avec la Russie. L'Europe ne peut pas non plus laisser les Etats-Unis faire du Moyen-Orient leur chasse gardée. Ce n'est ni son intérêt ni l'intérêt des peuples de la région. Les problèmes de l'énergie doivent être résolus dans la perspective d'un monde pacifique, multipolaire et rééquilibré.


Achévé
d'imprimer
En janvier 2005
66

Ont participé au colloque du 14 décembre 2004

Jean Abiteboul, François Coeurmont,
Alain Dejammet, Francis Gutmann,
Sadegh Kharazi, Mohamed Mazari-Boufares,
Ivan Prostavkov, Youri Roubinski, Nicolas Sarkis,
et Jean-Pierre Chevènement

ASSOCIATION POUR LA FONDATION RES PUBLICA

52, rue de Bourgogne
75007 Paris

 01.45.50.39.50

@ res-publica@wanadoo.fr